



**10 et 11
décembre 2025**

Compte-rendu du Conseil National



DIAGORIS

EXPERTISE

NOTRE EXPERTISE AU SERVICE DE VOTRE ENGAGEMENT

Cabinet d'Expertise Comptable Inscrit au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables.

MISSIONS D'ASSISTANCE EN VUE DE LA CONSULTATION SUR:

◆

La Situation Économique et Financière

ARTICLE L2323-12 DU CODE DU TRAVAIL

◆

La Politique Sociale, les Conditions de Travail et l'Emploi

ARTICLE L2323-15 DU CODE DU TRAVAIL

◆

Les Orientations Stratégiques

ARTICLE L2323-10 DU CODE DU TRAVAIL



01 42 17 04 15 – contact@diagoris.fr
43 Rue de Rennes, 75006 Paris

DIAGORIS.FR



INTRODUCTION

Sylvain WERNER

Membre du Bureau Fédéral

Chers camarades,

Comme vous le savez, c'est notre dernier CN de l'année. Bien évidemment, il s'est passé énormément de choses durant ces derniers mois. Je ne vais pas revenir sur tous les points ou toutes les actions pour éviter d'être trop long et pour qu'un maximum de camarades puissent intervenir, tout en tenant compte du fait que nous aborderons l'industrie et les questions de la vie syndicale durant les deux jours de notre CN. C'est pour cela que je vous propose, ce matin, de faire le bilan des journées d'action qui se sont tenues, mais aussi un travail sur les suites à donner – comment construire ensemble la participation d'un plus grand nombre de camarades et de salariés des entreprises – en évoquant les initiatives que vous construisez dans vos régions et départements, tout cela en lien avec l'actualité.

Il est évident que l'emploi industriel est au cœur de nos luttes. En France, et plus particulièrement dans l'industrie, l'emploi est en souffrance et les territoires s'appauvrissent économiquement. Nous devons faire face à une obsession croissante pour les profits et la réduction des coûts. Le fameux « *coût du capital* » impacte, de fait, les entreprises de la sous-traitance.

Hier avait lieu la mobilisation des camarades d'ACI dont le groupe est au bord de la liquidation judiciaire, qui concerne 1 600 salariés en France et 40 établissements. Je voudrais également revenir sur le rassemblement des camarades de la Sidérurgie le 27 novembre devant l'Assemblée nationale, qui a montré toute la détermination des Arcelor pour sauver leur emploi et la Sidérurgie. Ils ont obtenu une première victoire historique avec le vote de la proposition de loi pour la nationalisation d'Arcelor.

Cette nationalisation très médiatisée a poussé le RN dans ses retranchements, voire dans ses contradictions, en refusant de se positionner sur le vote pour la nationalisation. En tout cas, les salariés ont pu constater une nouvelle fois que l'extrême droite est aux côtés du capital et des grands patrons.

Il nous faut donc continuer à informer les salariés et maintenir la pression, car le vote de la nationalisation par les députés de l'Assemblée nationale les engage politiquement jusqu'au bout. Même si la suite du processus s'annonce difficile au Sénat. En tout cas, ce vote donne des perspectives et confirme que nous progressons sur la bataille des idées. En effet, il y a quelques mois la question de la nationalisation était taboue dans

le monde politique. C'est donc aussi un point d'appui pour faire connaître plus largement nos propositions.

Je pense notamment au projet de loi sur les relations entre donneurs d'ordres et sous-traitants, permettant d'avoir un Etat qui reprend la main sur la politique industrielle, en commençant par la conditionnalité des aides publiques. A ce titre, l'expérience des Novasco est assez révélatrice puisque ce sont 80 millions d'euros d'aides publiques qui ont été dépensés à perte. D'ailleurs, pour information, la mobilisation des salariés de Novasco se poursuit, mais sous une forme, plus juridique, avec une action collective au tribunal contre l'actionnaire pour non-respect des engagements.

Cela étant, il nous faut maintenir la pression et surtout travailler la convergence des luttes. C'est la raison pour laquelle la Confédération a proposé la journée d'action du 2 décembre pour refuser le budget d'austérité que le gouvernement veut nous imposer. Elle n'a pas été à la hauteur de nos attentes, mais cela n'a pas été une surprise. Pour autant, elle a eu le mérite d'exister, surtout face à un patronat qui ne désarme jamais pour s'attaquer à nos acquis.

Nous avons tous les ingrédients pour mobiliser les salariés en tenant compte de la situation liée à l'entreprise, d'où la nécessité de tenir des AG avec les salariés et de profiter de ces temps forts pour rencontrer les syndicats, pour nous approcher de nos bases mais aussi pour remettre le matériel pour l'année 2026, continuer le renforcement en mettant en avant nos revendications mais également les valeurs de la CGT. La grève ne se décrète pas, elle se construit. L'enjeu est de continuer les échanges, au plus près de nos bases, afin de continuer à construire le rapport de forces et de faire adhérer les militants et collègues à nos modes d'actions que sont la grève et la manifestation. Ces deux modalités sont importantes pour rendre visible notre lutte de classes.

Ne baissons pas la garde ! D'ailleurs, avons-nous le choix face à aux nombreux reculs que l'on veut nous imposer ?

Bien entendu, il ne faut pas mettre de côté les difficultés sur le terrain, les plans de fermetures, les licenciements, qui mobilisent les camarades et une intersyndicale fragile ; tout comme les attaques contre les élus de la CGT, et cela à tous les niveaux. Plus rien ne les arrête puisque même la Secrétaire générale de la CGT n'y échappe pas.

Cela rentre dans l'objectif que nous nous sommes fixés lors de notre congrès fédéral de Strasbourg, qui est de continuer le travail engagé avec la tenue de mille AG et la mise en place de visites de syndicats. En travaillant tous ensemble, nous avons les moyens d'y arriver. Je suis persuadé que nous pouvons largement dépasser cet objectif. A ce propos, le tableau de suivis des AG et congrès va circuler dans la salle durant ces deux jours ; prenez le temps de le compléter et n'oubliez pas de le remettre en fin de séance à l'une de nos secrétaires.

J'en profite également pour parler du besoin d'échanger ensemble, pour travailler conjointement au renforcement de la CGT et former un maximum de nos militants. Nous y reviendrons plus largement demain.

Au niveau de l'actualité internationale, le nombre de conflits est préoccupant et de haute intensité. Leurs origines sont systématiquement dues à l'accaparement ou à l'expansionnisme des zones d'influences dans lesquelles des multinationales sont mêlées. Dresser ici la liste de tous les conflits serait malheureusement trop long. Jamais, depuis la Seconde Guerre mondiale, le nombre de conflits n'a été aussi élevé puisque l'on dénombre plus de cinquante

foyers de guerres et de crises majeures dans le monde. Soyons donc vigilants et continuons de militer pour la paix dans le monde. Dans ce domaine, il y a les conflits armés qui sont médiatisés et ceux qui sont mis volontairement dans l'oubli comme celui du Soudan qui, au regard des 13 millions de personnes déplacées et affamées est le conflit le plus dévastateur du monde. Un tiers de la population a fui loin de chez elle. Au Darfour, c'est la famine, on compte déjà 150 000 morts et la moitié de la population est menacée.

Il y a aussi le retour de Donald Trump qui fait naître de nouvelles incertitudes en s'employant à démolir les relations internationales. Il poursuit ses attaques contre l'Amérique du Sud, Cuba, le Mexique, en agissant militairement dans les eaux internationales sous prétexte de lutte contre le narco trafic.

Le peuple ukrainien subit les attaques de Poutine depuis plus de deux ans. Là encore, un prétendu plan de paix est proposé par Trump, incluant l'annexion d'un territoire, ce qui est interdit par le droit international. Il faut souligner l'attitude va-t-en-guerre de Macron et sa volonté de remettre en place un pseudo-service national sur la base du volontariat. Il vient également de signer une commande de Rafale avec l'Ukraine sans aucune initiative diplomatique pour la paix.

Revenons en France. Ce 25 novembre, une autre journée de mobilisation était inscrite dans le calendrier de la CGT : il s'agissait de la journée internationale pour la lutte contre les violences sexistes et sexuelles à l'égard des femmes, dans laquelle la CGT porte des revendications pour lutter durablement contre ces violences. Le collectif fédéral Egalité Professionnelle et Discriminations a, pour la première fois, donné la parole, dans une vidéo à nos camarades « métallotes » qui racontent les violences qu'elles ont vécues dans le milieu professionnel, tout en faisant part de leurs revendications.

Le gouvernement et ses alliés espéraient en terminer définitivement avec le dossier retraite, mais force est de



constater que, deux ans et demi plus tard, c'est toujours un dossier central. Cela a pu être possible grâce à la mobilisation de la CGT et de ses forces syndicales. Une CGT qui a mis le paquet pour décortiquer et critiquer le projet de budget initié par Macron. Rappelons-le : à trois semaines d'intervalle, il y a eu au cumul près de 2,5 millions de manifestants.

Pour éviter la censure, le Premier ministre Lecornu a dû annoncer, le 14 octobre, la suspension de cette réforme en l'état, ce qui a été voté le 12 novembre. Pour autant, et nous le savons bien, Macron confirme sa volonté de passer l'âge de départ à la retraite à 64 ans. Pour la CGT, nous réaffirmons l'objectif de son abrogation totale avec les dispositions que nous connaissons pour le financement et l'âge de départ à la retraite à 60 ans. Le 26 novembre, la Fédération et son UFR, ont organisé un temps fort avant le 14ème congrès de notre UFR qui se déroulera du 25 au 27 mars 2026 à la Palmyre, avec l'objectif d'accueillir 130 congressistes. Plus de 160 camarades, dont 50 % d'actifs, ont participé à cette journée, autour de l'enjeu du lien actif/retraité, qui s'est articulée sur le thème de l'utilité du syndicalisme retraité et de la continuité syndicale, mais aussi pour la défense de notre système de protection sociale et la revendication d'une sécu intégrale, avec au cœur les cotisations sociales pour des retraites par répartitions et solidaires.

Les débats parlementaires se concentrent en ce moment sur deux thématiques importantes :

- » Le budget de la Sécurité Sociale, avec le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale (PLFSS), principalement financé par les cotisations sociales, qui couvre les aléas de la vie : santé (assurance maladie), vieillesse (retraites), familles (CAF), autonomie, accidents du travail...
- » Le budget de l'Etat, avec le projet de loi de finances (PLF), principalement financé par l'impôt, qui couvre le financement des services publics, le bien commun de toute la population.

Au prétexte d'une situation budgétaire « catastrophique », le gouvernement propose dans les deux cas un projet d'une violence sociale sans précédent, encore pire que le budget Bayrou, faisant payer les plus démunis et les malades pour préserver sa politique de cadeaux aux grandes entreprises et aux ultra-riches.

Pour la CGT, d'autres choix sont possibles que ceux proposés par le gouvernement, qui conduisent tout simplement à la destruction de notre modèle de Sécurité Sociale. Le budget Lecornu est un véritable plan d'austérité contre les travailleurs et les plus précaires, avec des mesures qui frappent de plein fouet les salariés malades ou accidentés, ou qui augmentent la participation financière des patients, soit autant d'attaques directes contre les retraités et les plus précaires. En réalité, il n'y a pas un problème de dépenses mais de recettes pour la Sécurité sociale. Au prétexte de favoriser l'emploi, les gouvernements successifs ont favorisé les exonérations de cotisations sociales et limité les recettes, mettant en péril le financement de la Sécurité sociale.

La CGT a proposé un ensemble de mesures permettant de résoudre le manque de recettes, et de financer, entre autres, l'abandon de la réforme des retraites :

- » la suspension progressive des 80 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales, dont 5,5 milliards ne sont pas compensés par l'Etat et participent aux trappes à bas salaires ;
- » la mise en place d'une véritable égalité salariale femmes/hommes (au minimum 6 milliards d'euros) ;
- » l'élargissement de l'assiette des cotisations pour y intégrer toutes les primes, l'intéressement et la participation, qui représentent 4,4 milliards d'euros ;
- » l'augmentation du forfait social sur les dividendes (alignement sur les cotisations dites patronales), soit 10 milliards d'euros ;

» la lutte contre le travail illégal qui entraîne un manque à gagner de 6 à 8 milliards d'euros de cotisations retraites.

Autre élément important : la formation syndicale, qui fait partie de nos priorités et prend une dimension de plus en plus importante dans nos départements. Il est nécessaire, voire urgent, de former nos militants sur les aspects politiques, de tenir des formations d'accueil, mais aussi de participer aux journées d'études. Nous sommes dans la phase active des élections professionnelles avec la négociation des PAP. Pour cela, nous proposons de tenir des formations spécifiques sur la reconquête électorale. Notre objectif est d'être le plus représentatif et surtout de reprendre notre première place devant les autres organisations syndicales accompagnatrices du patronat. Cela nous donnerait plus de poids lors des négociations dans nos entreprises, mais aussi auprès de l'UIMM.

Je terminerai en faisant un point sur notre organisation.

Comme vous le savez l'exercice 2024 est celui qui fait référence pour notre congrès confédéral, alors même que l'exercice est clos depuis le 30 novembre, nous pouvons encore arriver à atteindre les 100 %, mais nous reviendrons demain sur les questions de vie syndicale.

Pour l'exercice 2024 nous sommes à - 346 FNI de date à date. Il manque 1 588 FNI pour atteindre les 100 %. Nous poursuivons les échanges réguliers avec Cogétise, afin d'obtenir un point sur les règlements en cours et sur la correction des anomalies.

Pour l'exercice 2025, nous recensons 2 597 adhésions nouvelles et en sommes à 24 753 FNI réglés, soit - 1,36% par rapport à 2024, et 130 522 cotisations réglées, soit - 5,5% par rapport à 2024. Notre objectif est de travailler ensemble pour arriver à 100 % de l'exercice avant l'ouverture du congrès confédéral.

Michelle CROCHEMORE, membre de l'UFR, retraitée Nokia Lannion

Nokia a annoncé le 19 novembre 2025 un septième plan de suppression d'emplois en France, sur les sites de Massy et Lannion. Depuis la vente d'Alcatel-Lucent en 2016 à Nokia par Macron, l'effectif est passé de 5 443 à 2 466 salariés fin septembre 2025. Nokia envisage 427 licenciements, dont 84 à Lannion, soit un cinquième de ses effectifs. Le site de Lannion ne comptera plus que 380 salariés alors qu'il en employait plus de 950 en 2016 et 2 500 en 2003 ; de quoi ébranler le moral de ses ingénieurs et de ses chercheurs, dont beaucoup craignent la mort du site à petit feu. La CGT a dénoncé des dérives constatées lors des deux précédentes RCC : pressions implicites ou explicites, ciblage informels, validations incohérentes, substitutions impossibles à obtenir, décisions opaques.

La CGT souligne également que le déclenchement de réorganisations massives dès l'annonce d'un projet de RCC constitue une forme manifeste de pression sur les salariés. La CGT refuse cette logique mortifère. Les élus CGT et mandatés de Lannion sont vent debout contre ce que la direction nomme pudiquement une « RCC sur la base du volontariat ». La CGT appelle tous les salariés et toutes les salariées et les autres organisations syndicales à combattre ce qui est en fait un énième plan de suppression d'emplois.

Amar LADRAA, membre du Bureau fédéral

La situation actuelle, nationale et internationale, est compliquée et pèse sur le climat ambiant, ainsi que sur notre capacité à mobiliser les salariés – la journée d'action du 2 décembre en est le parfait exemple. Nous avons besoin de tirer les enseignements du congrès et de réfléchir à la façon de s'organiser pour réussir nos actions collectives. Sur ce sujet, nous avons souvent tendance à brûler les étapes dans la préparation de nos actions collectives. Nous organisons rarement des réunions avec les militants et nous contentons de l'envoi d'e-mails ou de tracts qui restent souvent dans le

local syndical. Les assemblées générales avec les militants servent pourtant à débattre, à convaincre, et à mettre en place des plans de travail. Il faut se donner le temps pour construire et réussir nos initiatives. C'est la raison pour laquelle la coordination Grand-Est a pris la décision d'organiser une action régionale devant les locaux du patronat le 6 février 2026 à Metz. Le mécontentement est en effet général et les questions nombreuses : NAO 2026, emploi, négociations sur la valeur du point dans les CPTN... Auparavant, nous prendrons le temps de réunir les syndicats de la région durant le mois de janvier pour préparer ce temps fort et en faire une réussite.

Nicolas COHARD, , animateur, USTM 38 (Isère)

A propos de notre stratégie de lutte, je pense qu'il va falloir réfléchir à une stratégie totalement différente de celle suivie ces dernières années. Décider d'une date en CCN revient, en effet, à mettre la charrue avant les boeufs. Il existait au Moyen-Âge en France des cahiers de doléances qui permettaient au peuple de faire remonter ses revendications au roi et qui ont conduit à la Révolution. Ils ont été remis à l'ordre du jour par les gilets jaunes et je pense qu'il faudrait s'en réemparer car cela fait partie de la base des revendications populaires. Plutôt qu'organiser une journée de mobilisation sur le budget de la Sécurité sociale, sujet qui ne parle à personne, il faudrait comme nous le faisons dans les entreprises lors des NAO, demander aux salariés ce qu'ils veulent faire pour que leurs revendications soient satisfaites. Nous devons nous en saisir et réinstaurer une véritable démocratie au sein du monde du travail. La Confédération pourrait impulser une grande consultation des salariés pour connaître leurs préoccupations du quotidien et savoir ce qu'ils seraient prêts à faire pour obtenir satisfaction. Nous serions alors plus nombreux en grève. Avec les outils actuels, il serait assez facile de le faire et c'est comme cela que nous arriverons à remobiliser le monde du salariat.

Jacques BAQUIER, membre de l'UFR, retraité DIEHL Besançon

Je souhaiterais revenir sur la réalité de nos forces organisées. Lors de la dernière réunion du CCM de Besançon, j'ai demandé aux camarades présents pourquoi on les avait vus dans la rue les 11 et 18 septembre mais pas le 2 décembre. Certains ont dit que les syndiqués ne les écoutaient pas, d'autres ont parlé de la prime d'assiduité, qui joue sur les salaires. Pour moi, la vraie question, c'est la qualité de la vie syndicale dans nos entreprises. 60% de nos syndicats ont moins de dix syndiqués, alors comment faire pour mobiliser dans ces entreprises et construire un rapport de forces ?

Un syndicat, ce sont des syndiqués, mais beaucoup d'entre eux n'ont plus que des élus. Ils sont pris par l'institutionnel et ont du mal à avoir des échanges avec les salariés pour leur dire qu'il est possible de faire autrement et leur faire connaître nos revendications. Il faut changer de braquet, tant en termes de syndicalisation que de stratégie de luttes. Une initiative ne réussit que quand il y a des débrayages dans les entreprises, sur la base des revendications des salariés. Voilà quelques années, on organisait une AG le matin sur les revendications de l'entreprise et on manifestait l'après-midi.

Ludwig BERAUD, SG USTM 42 (Loire)

J'apporte d'abord mon soutien total à tous les camarades en lutte, chez Novasco, ArcelorMittal, ACI ou d'autres entreprises. Même si la désindustrialisation ne date pas d'hier, nous traversons une période extrêmement compliquée, y compris au sein des structures de la CGT.

Je souscris aussi totalement à ce qu'a dit Nicolas COHARD sur les cahiers de doléances. Pour moi, les mobilisations sont décidées à l'emporte-pièce. Elles doivent certes être débattues devant le CCN mais pas seulement. Au CCN, il faut en effet contenter tout le monde et certains de ses membres, qui sont peut-être un peu déconnectés du terrain, ont du mal à comprendre que nous ayons du mal à mobiliser. Le travail doit donc repartir de la base : syndicalisation, vie

syndicale, recueil des revendications des salariés, construction des revendications de la CGT. Sur la question de la nationalisation, il faut bien comprendre ce que nous demandons, et les mécanismes qui y conduiront. On peut la revendiquer mais comment la construire ? Quels sont les mécanismes et les points de blocage ?

Comment enfin ne pas parler du PLFSS ? Faut-il dire que le PS nous a encore trahis ? Non car c'est dans sa nature. Le PS est à la politique ce que la CFDT est au syndicalisme. Ce parti a fait ses choix depuis quarante ans. Il faut donc rappeler à ses députés que s'ils ont été élus, c'est grâce au programme du NFP dans lequel la CGT a pris toute sa part.



Nadia SALHI, STMicroelectronics Crolles

Je ne suis pas tout à fait d'accord pour dire qu'une bonne qualité de vie syndicale suffit à réussir les mobilisations. La nôtre est de bon niveau – nous nous réunissons toutes les semaines, distribuons chaque semaine plus de 3 000 tracts à nos collègues, organisons des AG, etc. – sauf que la mobilisation portait sur la réforme des retraites. Il y a eu une dynamique citoyenne en septembre lorsque le budget a été annoncé, et surtout les 40 milliards de cadeaux faits aux patrons. Comme ce sujet est le caillou dans la chaussure d'Emmanuel Macron, la mobilisation a réussi alors qu'il n'y a pas forcément eu plus de vie syndicale, et lorsque la suspension de la réforme a été annoncée, nous nous sommes demandés s'il était pertinent d'appeler à une journée de

lutte. Après coup, les résultats montrent que ce n'était pas un bon choix.

Notre stratégie, qui consistait à mettre en avant la lutte contre la réforme des retraites dans toutes nos communications, a été payante en septembre mais en voyant que nous étions moins nombreux le 2 octobre, nous aurions peut-être dû choisir une autre forme de mobilisation que l'appel à la grève. Dans mon entreprise, les syndiqués ne veulent plus être en grève seuls. Il faut d'abord évaluer leur envie de se mobiliser sur la base des revendications exprimées par la CGT, s'interroger sur la pertinence de la grève et les moyens de communiquer, etc. Il faudrait être plus francs entre nous, se dire les choses et ne pas prendre des décisions qui conduisent à montrer notre faiblesse.

Il faut peut-être aussi se poser des questions sur notre part dans les conflits en cours dans le monde (Soudan, Palestine...) car beaucoup d'entre nous travaillent dans des entreprises qui fabriquent des composants pour l'armement. De quelle manière pouvons-nous faire en sorte d'y participer le moins possible ?

Daniel SANCHEZ, Ancien SG FTM, Nouvelle Aquitaine

Je crois que nous devrions nous concentrer sur l'apport de la CGT dans le rapport de forces. La Confédération a raison quand elle appelle à une journée d'action sur le thème du budget de la Sécurité sociale car c'est notre quotidien. Pourtant, on ne mène pas la bataille partout et si l'on doit en rester à ce que les salariés ont dans la tête, il faut s'interroger sur l'apport du syndicalisme car la conscience de classe se construit sur les arguments que la CGT amène. Il est normal que les salariés soient focalisés sur les revendications du quotidien et c'est le syndicat qui les articule avec les grandes questions nationales.

Je crois que nous avons un temps de retard sur la période dans laquelle nous sommes. Le capitalisme nous a déclaré la guerre. La CGT a-t-elle déclaré la guerre au capitalisme ? Occupons-nous le terrain des idées ? Faisons-nous le lien entre les questions du quotidien et les

grandes questions ? Les militants vont-ils à la rencontre des salariés pour débattre avec eux ? Nous avons eu peu de retours sur ce que les salariés nous ont opposé à la proposition d'action du 2 décembre. Nous avons décidé que le 2 décembre ne correspondait pas forcément. On s'interdit donc de mener le débat et de faire grandir la conscience des salariés. Il n'y a jamais eu dans notre pays de débat sur les injustices, les inégalités ou la croissance du capitalisme. Bien avant le 2 décembre, dans nos débats avec les syndiqués, on nous a dit que cela ne marcherait pas. Pour autant, on n'a pas déployé l'ensemble du corps militant pour aller discuter avec les travailleurs.

Je pense que notre syndicalisme doit se porter à un autre niveau. Il faut défendre notre conception de la société et occuper le terrain. Le capitalisme se bat comme un chien pour ne pas payer 2 %. La CGT se bat-elle pour défendre sa conception de la société ? Je ne vois pas une CGT qui va au débat des salariés pour essayer de les convaincre de l'enjeu de se mobiliser aujourd'hui alors qu'une partie des sociétés cotées au CAC 40 sont des entreprises de la Métallurgie. On peut avoir un débat sur la stratégie de lutte mais il faut d'abord que la CGT se déploie. Nous avons donc besoin d'un débat de fond pour que les syndiqués puissent s'emparer de nos arguments. Nous ne regagnerons pas la bataille si nous ne nous déployons pas et si nous ne redoublons pas d'efforts pour convaincre.

Ouria BELAZIZ, groupe Seb, élue au CEF

Sur la question internationale, nous parlons beaucoup de paix mais les syndicats sont un peu loin de cette question. Dernièrement, j'ai participé à un séminaire international en compagnie de représentants de syndicats de plusieurs pays, dont l'Ukraine, la Palestine ou le Congo. L'impérialisme et le colonialisme sont responsables de la situation actuelle alors prenons cette question par le biais de nos entreprises. Pas mal de multinationales exploitent les richesses de pays d'Afrique et si nous faisons beaucoup de communiqués sur la paix comment en parler aux syndicats ? Il faut que la CGT reprenne la place qui était la sienne dans ces luttes pour la paix.

Concernant par ailleurs la journée du 2 décembre, on peut parler de la vie syndicale dans les syndicats mais il faut aussi remonter dans les UD et les USTM. La CGT a le souci d'être dans l'histoire et le combat que nous menons depuis plus de deux ans contre la réforme des retraites, nous avons bien fait de le mener mais il faut le continuer et c'est le rôle des DSC. Au sein du groupe Seb, nous avons pris la journée du 2 décembre sous l'angle des NAO et de l'emploi et je pense qu'il faut continuer à mener bataille et à être visible, avec des dates.

Carole ROUAT, Cofidur Laval

On peut se poser plein de questions pour le 2 décembre. Déjà, nous n'avons pas été aidés par les médias, avec la suspension de la réforme des retraites, et puis les syndiqués sont blasés. Comme nous avons du mal à mobiliser, ils en ont marre de sortir seuls. Je me demande aussi si la date du 2 décembre était très opportune. Quand je parlais aux salariés de mon entreprise du budget de la Sécurité sociale, eux me parlaient de Noël... Il faut aussi voir la réalité des faits : entre les camarades qui préparent les arbres de Noël et les salariés qui pensent aux vacances, la date du 2 n'était pas très opportune.

Yoann JEHANNEUF, Thales LAS

Nous avons fait le travail en allant voir les salariés de notre site pour leur parler de l'appel lancé pour la journée du 10 septembre et cela a bien marché. Il y a aussi eu beaucoup de monde dans les manifestations le 18 septembre. Or tout s'est effondré du jour au lendemain. Les gens que nous avons associés à notre combat ne comprennent pas ce que nous avons fait. Même nous qui faisons le travail auprès des salariés sommes perdus dans notre stratégie. Nous n'avons pas de stratégie à long terme, ce qui est hyper-délétère.

Alain DRIEU, Membre de l'UFR

On parle peu des retraites complémentaires du secteur privé, sujet qui reste pourtant d'actualité. Le 17 octobre ont eu lieu des rassemblements devant les antennes départementales de l'Agirc-Arrco. Les résultats n'ont pas été à la hauteur des attentes mais cela a quand même été un rappel. Du côté du patronat, on entend une antenne qui dit « *mes réserves ! mes réserves !* », comme l'avare de Molière, tant les patrons sont obsédés par l'augmentation à l'infini du montant des réserves, sur le dos des retraités et des actifs, qui payent de plus en plus cher des points qui leur rapporteront de moins en moins, tout cela afin de faire entrer la capitalisation dans le système. Toutes les directions d'entreprises jouent ce jeu-là. Le taux de rendement s'écroule d'année en année. Il est donc temps d'interpeler les directions d'entreprises pour reprendre les revendications d'il y a quelques années, à savoir l'augmentation du taux de cotisation des retraites complémentaires. Peut-être faudrait-il aussi demander aux entreprises, notamment les plus grosses, comment elles utilisent non seulement l'argent des réserves de l'Agirc et de l'Arrco, mais aussi des caisses de prévoyance et des mutuelles, pour développer l'industrie, créer des emplois et faire de la formation.

Noël KOUICI, Réparation navale marseillaise, élu au CEF

Quand il y a trop de dates, il est compliqué de mobiliser, et quand il n'y en a pas, nous avons un problème. Comment faire pour que les salariés s'y inscrivent ? C'est à nous d'y travailler dans nos syndicats et je ne vois pas pourquoi nous ne nous reconnaîtrions pas dans ces appels car le syndicat a toujours été là pour instaurer un rapport de forces et apporter la contradiction au patronat, donc pour appeler à la grève. Or, j'ai l'impression que la grève devient de plus en plus taboue, mais quelle stratégie des luttes voulons-nous ? S'inquiète-t-on de nos camarades qui se trouvent dans l'obligation de lutter car le couperet pèse au-dessus de leurs têtes ? Redevenons le syndicat des travailleurs et menons le combat qui est le nôtre.



Gérard Brions, animateur régional Pays de la Loire

Je suis assez d'accord avec ce qui a été dit précédemment. Pour moi, les luttes sont mal préparées dans les entreprises : pas de tracts sur les revendications propres à chacune d'elles, simple affichage des tracts de la Fédération et pas de distribution... Quel rôle devons-nous avoir pour redynamiser les manifestations ? C'est à nous d'aller dans les entreprises pour élaborer un plan avec les syndicats et les accompagner. Il faut aussi aller au contact des salariés pour savoir ce qu'ils veulent...

Nous avons aussi parlé de la journée du 17 octobre, qui a été un gros flop en Mayenne puisque nous n'étions que deux devant les locaux de l'Agirc-Arrco. Pourtant, ce sujet ne concerne pas seulement la Métallurgie mais tous les salariés du secteur privé. Quant à la journée du 2 décembre, elle s'est aussi traduite par un flop. Si celle du 18 a été réussie, c'est parce que c'était une journée intersyndicale. Il faut donc que nous nous posions les bonnes questions pour être plus nombreux.

Joachim MAUBERT, John Deere Arcles-Gray

Lors de la dernière réunion de notre comité de groupe européen, nous avons appris que John Deere Mannheim, en Allemagne, avait investi 100 millions d'euros dans une nouvelle installation de peinture. Résultat : là où 70 salariés travaillaient sur les lignes de peinture, ils ne sont plus aujourd'hui que 16, et bientôt plus que 10, les autres ayant été déplacés sur les lignes de montage. A cela s'ajoute un phénomène inquiétant : la robotisation. L'intelligence artificielle gagne de plus en plus de place, y compris dans les services RH, où les tâches humaines commencent déjà à être automatisées, ce qui ne dit rien de bon pour les salariés dans le futur. Nous avons également appris que la législation européenne sur les comités européens avait changé et qu'il allait falloir renégocier nos accords. C'est pourquoi je demande, au nom des camarades concernés, que la CGT mette en place une formation spécifique sur cette nouvelle réglementation européenne. Beaucoup

d'entre nous siègent dans les comités européens. Il est donc indispensable que nous soyons armés pour défendre les salariés face aux multinationales.

Concernant notre site d'Arc-lès-Gray, nous avons des nouvelles encourageantes. Nous avons fait cinq nouveaux syndiqués, ce qui nous amène désormais à un total de 67. Après une année difficile, où nous n'avons eu que 51 % d'activité, nous constatons une vraie reprise. L'usine compte aujourd'hui 430 salariés et 140 intérimaires, preuve que l'activité repart. Malgré la faible activité de l'an dernier, la direction verse tout de même de l'intéressement, de la participation et du STI, et ils sont plutôt corrects, preuve que les salariés ont continué à créer de la richesse.

Je veux aussi souligner une victoire syndicale importante. L'an dernier, nous avons réussi à faire retravailler John Deere avec la Fonderie de Bretagne. Et cette année, après de nombreuses interventions en CSE, nous avons obtenu que l'entreprise commande à nouveau de la ferraille chez Arcelor.

Pour finir, je ne peux pas m'empêcher d'exprimer une petite satisfaction personnelle : voir Jordan Bardella se faire enfainer à Vesoul, cela met un peu de légèreté dans une période lourde. Mais au-delà du geste, cela montre une chose : le vernis du RN se fissure. Derrière son discours soi-disant social, ce parti reste profondément antisocial, anti-ouvrier et anti-syndical. Jamais le RN ne défendra nos emplois, nos salaires, ni nos droits. C'est à nous, la CGT, de continuer à porter la voix des travailleurs en France, en Europe, et partout où les multinationales tentent d'imposer leurs lois.

Charles GAVILAN, MCI (groupe Equans)

Pour moi, il y a un problème de communication et de distribution des tracts. Chez MCI, nous n'étions pas représentatifs puisque nous n'avions recueilli que 8,3 % des voix mais grâce aux camarades du groupe Equans, nous sommes passés à 11,9 % et sommes devenus représentatifs. Il faut tisser une toile dans toutes les entreprises où nous sommes présents

pour montrer aux salariés la solidarité qui existe au sein de la CGT. Il nous faut plus de syndiqués pour contrer ce patronat qui s'en met plein les poches mais nous devons aussi utiliser tous les moyens de communication pour être plus forts.

Je voudrais aussi parler de l'IA, qui va toucher énormément de gens. Beaucoup de métiers sont à risque et seront impactés bientôt. Il y a donc un vrai danger et il faut y porter attention car cela risque de faire disparaître des emplois.

Pedro GABRIEL, Assa Abloy Sainte-Savine

En un an, mon entreprise a perdu près de 150 salariés et quand nous demandons des embauches, on nous dit que la situation économique est mauvaise. Nous avons perdu le débat de la communication au sein de notre entreprise. Il fut un temps où les élus et les délégués allaient vers les salariés et faisaient remonter leurs demandes et leurs revendications. Je pense qu'à la CGT, nous faisons un peu trop de réunions et sommes loin des débats que nous devrions avoir avec les salariés. J'envoie régulièrement des e-mails sur ce sujet à ma direction. Un autre phénomène se rencontre de plus en plus dans nos départements : les attaques du patronat contre nos élus et nous ne réagissons pas assez. Nous sommes la première organisation de France et ne sommes pas assez offensifs. Or tant que nous ne saisissons pas la justice pour faire condamner les employeurs, ils continueront. Dans mon département, certains camarades sont en grande difficulté et nous avons enfin fait le choix d'aller au tribunal. Comment dire aux gens que nous allons les défendre si nous ne sommes pas capables de défendre les droits de nos propres élus ? Même si c'est important, je pense que la CGT fait beaucoup de politique et pas assez pour défendre les droits des salariés, ce qui devient gênant. Certains camarades ont abandonné leur carte syndicale car ils estimaient que nous faisons trop de politique et ne défendions pas assez leurs droits.

Christophe JACQUEMIN, USTM 57 (Moselle)

Nous avons tenu une AG le 13 novembre, avant la semaine de mobilisation fédérale, avec douze syndicats, et il a été très compliqué de trouver une date de mobilisation. Malgré tout, nous avons pris la décision collective d'interpeler le préfet, que quatre de nos camarades ont rencontré. Nous avons un tel déficit de visibilité dans le paysage national qu'il faut saisir la moindre occasion de faire parler de la CGT. Nous sommes passés rapidement sur France 3 et prévoyons d'interpeler le patronat le 6 février prochain à Metz. On entend beaucoup parler de stratégie syndicale et je crois qu'une bonne stratégie est celle qui permet d'obtenir des victoires. Il faut tous s'armer politiquement en faveur de la nationalisation d'Arcelor-Mittal. Je pense que cela devrait être un des fils rouges de 2026.

Daniel Sanchez a dit qu'il fallait aller au débat avec les salariés mais pour cela, il faut être armé et avoir des outils idéologiques et politiques. Il me semble en effet important de faire de la politique dans nos syndicats et nos structures, car nous faisons face au mur idéologique du capital, et pour le rompre, il faut s'outiller. Nous avons besoin de reprendre le fil en formant nos militants. Nous réarmer idéologiquement prendra du temps mais la formation doit nous y aider.

Olivier TEN, élu au CEF

Pour le sociologue Baptiste Giraud, si nous ne sommes pas en capacité de faire grève aujourd'hui, c'est parce que beaucoup de salariés rejoignent la CGT pour se protéger du patronat mais pas pour changer la société. Nous nous sommes donc dépolitisés au fil du temps et l'on entend dire que l'on ne peut pas faire de politique au sein de la CGT au risque de perdre des adhérents. L'extrême droite sort du bois et a de plus en plus d'adhérents. Nicolas Sarkozy adoube Marine Le Pen, Sophie de Menthon porte le fer contre notre secrétaire générale et que faisons-nous ? Comment s'opposer à cela sachant que les salariés, les syndiqués et même nos élus sont dépolitisés ? Le

CEF en a parlé lors de sa réunion de novembre, durant laquelle a été présentée une journée d'étude sur la lutte contre les idées d'extrême droite, qu'il a décidé de déployer dans toutes les régions. Je sollicite donc les animateurs pour l'organiser dans leur région. Tous les syndiqués et les élus devront y être invités car on voit bien qu'avec cette dépolitisation, la double besogne est passée à la trappe. Nous sommes le syndicat du carreau cassé, qui se bat pour les augmentations de salaires mais nous devons également nous repolitiser et challenger tous les partis politiques. J'invite toutes les personnes intéressées par cette journée à se manifester auprès de leur animateur régional.

Frédéric FERRAN, élu au CEF

Je souhaiterais revenir sur ce qui a été dit à propos de la défense des élus. Je pars plutôt du principe que les élus doivent savoir se défendre seuls s'ils veulent défendre les salariés. Je sais que c'est compliqué mais cela souligne l'importance de la formation des élus. Il faut les former tout au long de leur mandat et qu'ils se sentent soutenus par la Fédération. Et dans mon cas, la Fédération me soutient.

David BOISSET, Jtekt (groupe Toyota), USTM 69 (Rhône)

Depuis 2020, le groupe Jtekt délocalise sa production au Maroc et dans les pays de l'Est. Cette stratégie cause chômage, pauvreté et crise de l'efficacité de production. En mars 2025, Jtekt annonce la suppression de 200 emplois dans les usines françaises d'Irigny et de Chevigny. Sept mois plus tard, en octobre cette fois-ci, Jtekt annonce qu'elle veut céder les usines en France et en Europe de l'Ouest. Tous ces sales coups se font avec la complicité des ministres de l'industrie successifs : Agnès Panier-Runacher, Roland Lescure, Marc Ferracci... Pourtant, les syndicats les ont bien alertés. Jtekt prétexte une baisse d'activité du marché de l'automobile, une baisse de rentabilité. Ce que Jtekt a oublié de dire, c'est qu'il a vendu 11 millions de véhicules en 2024, avec une profitabilité de 10 %, qui s'élève quand même à 30 milliards en 2024.

Bref, rien ne justifie que Jtekt se désengage en France car les salariés d'Irigny et de Chevigny ont toute l'expertise nécessaire. Renault et Stellantis ont vendu 900 000 véhicules neufs en 2024, dont 51 % pour la France, pour tous types de véhicules et tous types de motorisations (thermique, électrique ou hybride). Les salariés de Jtekt se mobilisent pour un autre projet. Il faut que l'État impose que les principaux clients de Jtekt, à savoir Renault et Stellantis, reprennent ses usines pour l'utilisation de directions assistées fabriquées en France, pour répondre aux besoins de la population pour de petites voitures populaires.

Thierry BOUET, USTM 72 (Sarthe)

Concernant les difficultés rencontrées par les syndicats pour participer aux différents rassemblements, on constate aujourd'hui une répression syndicale à tout va. Rien ne retient le patronat d'attaquer en permanence nos camarades et nos institutions, ce qui a tendance à nous placer dans une situation défensive plutôt qu'offensive. Partout sur le territoire, j'entends parler de camarades sanctionnés pour des brouilles. Lors de la négociation d'accords, certains vont même jusqu'à remettre en cause la légitimité de syndicats d'entreprises qui existent depuis des années. Tout cela fait que nous ne sommes pas à l'offensive et rend les choses encore plus compliquées. Il faut recenser tous ces faits pour que la Fédération agisse et mette fin à cette situation de casse.

Frédéric LAIRAUD, Eaton-Souriau Champagne

Je travaille chez Souriau (1 160 salariés). Nous faisons partie du groupe américain Eaton, qui compte une entreprise à Marolles travaillant pour la défense et le spatial, une autre en Sarthe travaillant pour l'industrie et l'aéronautique, plus une petite entité qui nous fournit en contacts. Il y a au sein de notre groupe des sociétés miroirs, comme les appelle la direction, en Inde, au Maroc, ainsi qu'au Mexique. Nous pensons en intersyndicale que l'entreprise sera délocalisée à moyen terme.

Nous subissons de plus en plus de répression de la part de la direction, avec des

sanctions disciplinaires allant jusqu'au licenciement. Un collègue qui a pris son téléphone pendant le temps de travail s'est fait licencier. J'ai moi-même reçu un jour de mise à pied pour une broutille.

Nous avons l'impression que l'on cherche à dégoûter les salariés pour qu'il n'y ait plus de lutte, puisque je pense que la direction veut nous délocaliser à moyen terme. En plus de cela, dans les négociations à venir, au sein de toutes les entités Eaton France, il y a des mises en place rapides d'un accord GEPP, accompagné par des OS qui demandent la mise en place de Perco, ainsi que la transformation de la prime de départ pour pouvoir partir plus tôt.

Pour ce qui concerne les appels à la mobilisation, la conviction n'y est plus. Le 2 décembre, nous étions cinq de ma boîte sur 1 160 dans la rue. En revanche, les salariés qui ont fait grève sont rentrés chez eux car ils estiment que la mobilisation dans la rue ne sert à rien.

Nous sortons des NAO pendant lesquelles nous avons obtenu une enveloppe globale de 2,5 avec 0,5 en AG, seulement si la majorité des organisations syndicales signe. Sinon, nous retournerons à 100 % d'AI. Et au retour, personne ne nous a interpellés sur le niveau très faible de ces NAO, quand on sait que notre entreprise remonte 50 millions de cash chaque année.

Quand nous rentrons dans le débat avec les salariés, notamment sur le budget d'austérité proposé par le gouvernement, la lutte contre le RN ou le décalage de la réforme des retraites, nous perdons des sympathisants car on nous dit que nous n'avons pas à faire de politique, ce que nous ne faisons pas, même si nous devons peser sur les politiques pour faire passer nos valeurs, mais ils ne veulent pas en entendre parler. Vous imaginez donc bien que nous ne parlons pas de l'actualité internationale puisque si nous parlons de la Palestine – ou d'autre chose d'ailleurs –, nous n'allons pas nous faire des amis.

Il y a de plus en plus de pression auprès des élus de la CGT dans mon entreprise,

avec aussi des sanctions disciplinaires, des mises au placard, et des réflexions comme « il y en a marre des Robin des bois de la CGT ! ». Les entretiens individuels annuels et les entretiens professionnels ne sont pas faits. Quand un tract est produit par la CGT, la direction se permet d'envoyer un mail de contradiction à tous les salariés.

Fabrice LALLEMENT, co-secrétaire général de l'UFICT, élu au CEF

Aujourd'hui, les débats politiques portent beaucoup autour de la redistribution des richesses, avec des débats sur le budget de la Sécurité sociale, et l'on invoque souvent la dette pour ne pas faire certains efforts. Il faut avoir en tête que, rapporté au niveau de richesses, le niveau d'endettement n'a jamais été aussi élevé qu'à trois époques : pendant la Révolution française, à la sortie de la Première guerre mondiale, puis de la Seconde Guerre mondiale, et à chaque fois, la contribution des plus hauts revenus a été la solution pour sortir de ces périodes de crise, avec des taux d'imposition qui n'ont rien à voir avec les 2 % de la taxe Zucman. Il est donc important de rabâcher que l'effort demandé est superficiel et permettrait d'obtenir des solutions à court terme, mais cela ne suffirait pas à alimenter notre modèle social. Pour prendre l'exemple de la Seconde Guerre mondiale, nous avons pu refaire société par la reconstruction du pays et la réindustrialisation, avec la création d'emplois qualifiés et de richesses associées qui ont alimenté notre modèle social.

On parle beaucoup aujourd'hui de la redistribution du gâteau mais à mon avis, en tant que syndicalistes, nous devons poser la question de sa création, de sa taille, et de son contenu. Le basculement observé ces dernières décennies d'une économie fondée sur le secteur secondaire vers les services a eu un effet dévastateur sur la situation de nombreux citoyens. Il y a aussi eu de grandes nationalisations et des plans pour les transports, le nucléaire civil ou l'électronique qu'il serait impossible de refaire aujourd'hui car il y a une déconnexion entre la temporalité longue de l'industrie et la temporalité des politi-

ciens et de nos dirigeants.

Un point important est rarement mis en avant : la destruction de la structure d'Etat avec le néo-libéralisme. Aujourd'hui, on serait incapable de mener les travaux qui ont été menés autrefois. Pour prendre l'exemple de Flamanville, le chantier a pris douze ans de retard et sa facture a été multipliée par cinq par rapport au devis initial, ce qui est dû à la disparition des grands corps d'Etat (ponts & chaussées, mines, ENA...). Sans idéaliser le fonctionnement de l'Etat pendant les Trente Glorieuses, les pertes significatives qu'il a connues rendent impossible la plupart des projets que nous souhaitons pousser dans nos filières.



Stéphane FLEGEAU, Secrétaire général FTM

Sur la question de la mobilisation, notamment le 2 décembre, le temps médiatique n'est pas le même que le temps syndical et on voit, avec les débats en cours à l'Assemblée sur le PLFSS, les conséquences que cela aura directement sur l'ensemble des salariés. Nous avons besoin de temps pour travailler les choses avec nos syndiqués et les salariés pour amener à la mobilisation car cela ne se fait pas par un claquement de doigts. On le voit dans l'ensemble des territoires, avec à chaque fois des urgences qui nous amènent dans des situations compliquées, avec des USTM et des animations régionales très sollicitées.

Soyons conscients de ce que nous sommes en capacité de réaliser. Nous ne sommes pas aidés par les médias, qui ne font que décrédibiliser ce que nous disons

et nous enfermer dans quelque chose qui ne correspond pas du tout à ce que nous portons. Nous faisons de la politique à la CGT, dans l'esprit de la double besogne, et nous avons besoin d'y retravailler avec les nôtres, mais cela s'inscrit dans le temps long. Nous voulons par exemple décliner en région une journée sur la lutte contre les idées d'extrême droite, qui ne se cantonnent pas au Rassemblement national. Nous avons besoin d'avoir un temps avec nos syndiqués pour les armer et aller au débat. Nous avons besoin, dans la période, de revenir vers les nôtres. Prenons ce temps pour construire les choses et travailler à différentes initiatives. Je pense que nous avons besoin de construire les mobilisations au plus près des nôtres pour faire ensuite grandir les choses et essayer d'agglomérer, et non vouloir faire quelque chose en grand au niveau national, pour que cela parte des territoires et construire dans le temps. Or cela se percute avec le temps court des médias et des politiques.

Nous avons besoin d'armer nos camarades sur les questions sociales et industrielles, ce qui passera par notre activité dans les entreprises et les territoires, pour toucher un maximum de salariés et amener nos propositions, qui peuvent paraître irréalistes mais dont certaines font avancer dans la tête des salariés que d'autres choix sont possibles. Un rapport a mis en évidence le montant des aides publiques données aux entreprises (211 milliards d'euros) et cela fait son chemin

dans la tête des salariés. Nous avons donc intérêt à travailler ces questions au plus près, sans se voir plus forts que nous ne le sommes, en étant conscients de notre capacité à mobiliser, ce qui passera par des AG, des débats et du déploiement. C'est tout ce travail de fond que nous avons besoin de faire.

A aussi été amenée la question des comités européens. Le collectif fédéral Europe/International va dispenser une formation pour travailler à ces questions. Différentes choses se mettent en place, qui s'inscrivent dans le temps moyen et dans le temps long, tout en prenant en compte la multitude d'activités qu'ont à gérer les USTM, les collectifs métaux et les animations régionales. Soyons conscients de cela. Dans la période, on ne peut pas se permettre de partir tous azimuts. Il faut essayer de concentrer les choses en prenant en compte une réalité : la répression syndicale, qui est de plus en plus présente. J'étais récemment chez Arabelle pour défendre nos camarades attaqués par leur direction suite à un mouvement et le patronat a lâché la bride puisqu'il attaque maintenant la n°1 de la CGT, Sophie Binet. Cette démarche est amenée par le patronat car si l'on touche à la secrétaire générale de la CGT, les patrons n'auront pas de problème à attaquer les délégués CGT dans leur entreprise. C'est vraiment un enjeu à bien faire comprendre au patronat et cela passe par une réponse collective, avec les salariés. Dans nos débats d'aujourd'hui, nous avons besoin d'analy-

ser la situation et de travailler à des perspectives, pour donner des outils à nos camarades dans les territoires et dans les syndicats, en sachant que beaucoup de choses existent et que nous avons besoin de les faire connaître pour développer cette attente qui existe par rapport aux différentes situations et donner des perspectives. Se battre « contre » est important et nécessaire mais se battre « pour » – la nationalisation, le projet de loi sur les relations entre donneurs d'ordres et sous-traitants, une autre vision de l'industrie – est important dans la période pour se donner des perspectives et ne pas rester seul dans son coin. La démarche collective est primordiale car sans elle, il sera très compliqué de relever la tête.

Teddy BAUCHE, élu au CEF

Certains disent qu'il ne faut plus parler de politique dans les entreprises mais les idées d'extrême droite y sont très présentes, comme on le voit dans l'évolution du vote des ouvriers ces dernières années. Cela tient peut-être au fait que nous avons perdu notre dimension politique. Les salariés sont en train de scier la branche sur laquelle ils sont assis. C'est pour cela qu'il est de notre devoir de leur expliquer les votes du RN. Il ne faut pas oublier que ses députés ont voté contre la nationalisation d'ArcelorMittal alors comment peuvent-ils dire qu'ils veulent protéger les Français, alors qu'ils font tout pour protéger un milliardaire indien? Quand on vote contre l'augmentation du Smic ou l'indexation des salaires sur l'inflation, on ne peut pas dire que l'on défend les salariés les plus précaires.

Si les milliardaires français font monter les extrêmes, c'est parce qu'ils y ont intérêt. Ils savent très bien que par le passé, le patronat a collaboré avec les fascistes et rien ne les empêchera de le faire demain. Leur seul intérêt, c'est le capital, qui est notre ennemi, comme l'extrême droite. Il faut donc mener un combat sur les deux fronts car ils sont liés.



Christophe MARATIER, Thales SIX-GTS

Nous constatons tous une déconscience des salariés, qui se traduit par un fatalisme auquel nous sommes tous confrontés dans nos entreprises et dans la société, selon lequel ce système serait le seul possible, et porter des alternatives est compliqué. Ne soyons pas naïfs: c'est une stratégie patronale. Si nous en arrivons à ce fatalisme, c'est parce que le capital et ses possédants sont à l'œuvre tous les jours.

Chez Thales Cholet, nous avons repris le chemin des ateliers voilà quelques années car nous savions que c'était la clé de la reconscience des salariés, en partageant leurs difficultés et en leur apportant des propositions pour répondre à leurs problématiques. Néanmoins, cela s'est traduit lors du dernier scrutin par une baisse de notre audience que nous avons un peu de mal à expliquer. Peut-être avons-nous sous-estimé certains éléments.

A propos de la stratégie des luttes, il ne peut pas y avoir de lutte s'il n'y a pas de reprise de conscience de la part des salariés, cette conscience de classe qui est aujourd'hui complètement annihilée dans les esprits parce que le patronat est en permanence à l'offensive dans la société à travers les médias qu'ils se sont appropriés pour travailler les consciences des citoyens et des salariés. Mais les médias ne sont pas les seuls à gangréner leurs esprits. Ainsi, lors du dernier scrutin dans notre entreprise, notre patron a lui aussi mené campagne en faisant parvenir l'IST (Institut Supérieur du Travail), qui est l'institut d'histoire sociale du patronat, pour lequel il a organisé des visioconférences pour l'ensemble des managers, avec un intervenant (Bernard Vivier) qui s'est présenté aux élections sous les couleurs du FN en 1978, chargé de faire l'apologie du dialogue social. Nos employeurs n'hésitent donc plus à utiliser des outils de communication pour gangréner encore plus l'esprit des salariés. Nous avons pris le parti de dénoncer le choix de ce prestataire mais ce n'est pas venu à l'esprit des autres organisations, qui ne se

sont même pas demandé d'où venait cet intervenant. Lors du dernier congrès départemental du Maine-et-Loire, nous nous sommes d'ailleurs demandé s'il ne faudrait pas se réapproprier un institut d'histoire sociale CGT.

Michel MOLESIN, membre du Bureau fédéral

A ce propos, vous trouverez dans votre pochette la revue de l'IHS de la FTM. Vous y trouverez aussi la revue des retraités, qui aborde la question du budget de la Sécurité sociale, un numéro spécial de La Vie ouvrière sur la lutte contre les idées d'extrême droite et le mensuel des camarades des services de l'Automobile.

Ludovic BOUVIER, USTM 59 (Nord)

On n'a pas fait sortir des milliers de travailleurs dans la rue pour en arriver à nous dire que l'on va suspendre la réforme des retraites. Sur la stratégie de lutte, je pense donc qu'il y a à regarder du côté de nos orientations. Nous portons aujourd'hui le syndicalisme rassemblé et le dialogue social mais ce n'est pas la lutte des classes. Il va donc falloir se poser des questions dans notre organisation car les travailleurs ne comprennent plus très bien.

Sur le syndicalisme rassemblé, il faut aussi se poser des questions sur notre stratégie de lutte. Est-ce bénéfique de lancer une journée d'action tous les quinze jours ou tous les mois ? Non car nous ne gagnons pas. Porter un grand débat au niveau national dans toute notre organisation, des syndicats jusqu'à la Confédération sur ces questions, en interrogeant nos syndiqués et en dressant un bilan critique de ce qui fonctionne ou non serait peut-être une bonne chose. Comme l'a dit le camarade qui parlait des cahiers de doléances, il faudrait revenir sur nos revendications car nous ne faisons que subir aujourd'hui. Nos entreprises ferment les unes après les autres. Il va donc falloir se demander comment faire converger les luttes. Il faut se poser cette question tous ensemble.

Dans le Nord-Pas-de-Calais, nous subissons des fermetures d'entreprises mais il y a des questions de fond à régler. L'ex-

trême droite a aussi un boulevard devant elle, sauf que les premières victimes de l'extrême droite seront leurs principaux opposants, à savoir nous. Le patronat a déjà commencé, la répression syndicale ne s'arrête plus et cela devient de plus en plus compliqué. Il faut donc que nous nous posions des questions de fond car il y a peut-être des choses qui ne vont pas dans nos orientations.

Abdelaziz BOUABDELLAH, membre du Secrétariat fédéral



Effectivement, nous avons peut-être besoin d'avoir un débat sur notre stratégie de lutte, mais il faut tirer les enseignements des luttes que nous avons menées par le passé car manifestement, nous n'avons toujours pas trouvé la recette miracle pour rassembler largement. Je pense donc qu'il faut se poser les bonnes questions, en parlant de l'état de santé de nos syndicats. Il faut les écouter sur les difficultés qu'ils rencontrent dans leur entreprise. Je reste d'ailleurs persuadé que ce n'est pas un problème d'orientation mais plutôt d'organisation et de vie syndicale.

Au regard de la situation que traverse actuellement notre pays, notamment de la casse industrielle en cours, imaginez dans quel état il serait aujourd'hui si nous n'avions pas fait le travail que nous avons réalisé depuis des années. Il y a des choses à améliorer mais pour cela, il va falloir commencer, à travers le plan de visite des syndicats, par se parler les uns aux autres. La Fédération porte le projet de loi sur les relations entre donneurs d'ordres et de sous-traitants mais



les syndicats de donneurs d'ordres ne sont pas toujours en lien avec ceux des sous-traitants, ce qui conduit certaines entreprises à fermer leurs portes. Il faut donc avant tout regarder l'état de santé de notre organisation, mettre en place des plans de travail dans les syndicats et réfléchir à notre rôle au sein des CSE.

Effectivement, nous ne sommes pas aidés par les médias, ni par la montée de l'extrême droite et faisons attention à ce que celle-ci ne nous affecte pas dans notre organisation. Nous avons tout ce qu'il faut à la CGT. L'heure est donc à la discussion avec nos syndicats, à travers notre plan de visite, pour réfléchir ensemble et que les dates ne tombent plus d'en haut, ce dont nous avons vu les résultats le 2 décembre.

Sur l'unité syndicale, plus nous sommes nombreux, mieux c'est, quoi qu'il arrive. On l'a vu lors de la bataille contre la réforme des retraites, où nous avons atteint les trois millions. L'intersyndicale est efficace mais elle est tombée à l'eau car on ne peut plus faire confiance à certaines organisations syndicales, toutefois cela ne nous empêchera pas de toujours créer l'unité pour essayer d'élargir le rapport de forces car à elle seule la CGT ne pourra

pas tordre le bras du gouvernement et du capital.

Patrice THÉBAULT, élu au CEF, Airbus

A propos de l'extrême droite, le PDG du groupe Airbus, invité ce matin sur France Inter, a dit qu'il était prêt à recevoir Jordan Bardella, ce qui montre que le RN est devenu une option réaliste pour les patrons.

Nous avons organisé lundi dernier une AG des syndicats du groupe Airbus et avons abordé la question de la syndicalisation. L'idée de ce débat était de mettre en avant l'enjeu de la syndicalisation et, à travers elle, de retourner au contact des salariés pour leur montrer l'importance d'une CGT forte dans nos entreprises. Nos débats ont mis en avant l'importance d'avoir une qualité de vie syndicale qui permette de s'appuyer sur nos syndiqués. Si la préoccupation pour la syndicalisation existe chez nos militants, elle n'est pas toujours partagée par les syndiqués. L'idée est donc d'aller voir les syndiqués et de les faire participer à cet enjeu.

Dans nos échanges d'aujourd'hui, beaucoup de camarades ont parlé de la résignation des salariés et de leur difficulté à mettre en avant nos victoires, sur la nationalisation d'ArcelorMittal par exemple. Cela fait partie des sujets qu'il faut mettre en avant auprès de nos collègues pour leur montrer que c'est par l'engagement collectif, la mise en avant d'un projet clair et de nos valeurs que nous pourrions renforcer notre organisation.

Michel MOLESIN, membre du Bureau fédéral

Pour information, nous allons bientôt rentrer dans la phase de préparation du 54ème congrès confédéral qui sera l'occasion de faire le point sur notre stratégie de lutte et de relancer les visites de syndicats.

QUELLE STRATÉGIE DANS LA MÉTALLURGIE POUR L'INDUSTRIE ?

15

la
cgt
métallurgie



David BLAISE, Secrétaire Général adjoint

Notre pays s'est considérablement désindustrialisé depuis maintenant une trentaine d'années, en délocalisant des productions dans les pays où les droits sociaux et les salaires sont bas, sans prendre en compte les conséquences sociales et environnementales. Notre dépendance en matière industrielle s'illustre par notre incapacité à produire sur notre territoire.

Au-delà des ravages sociaux, avec la destruction des emplois et des colères associées, la désindustrialisation entraîne aussi des ravages territoriaux avec la désertification impactant tout le tissu économique et les services publics. Quand on détruit une industrie, on détruit un territoire. Et quand un territoire est désert, c'est un terreau fertile pour les idées d'extrême droite. Alors que les mesures antisociales se sont succédé (retraite, assurance chômage, droit du travail) durant les deux mandats de Macron, sous prétexte d'attirer les investisseurs, les plans sociaux pleuvent actuellement dans notre pays. Les vieilles recettes libérales conduisent finalement toujours aux mêmes effets.

Plus globalement, Le capitalisme a fragilisé notre socle industriel, faisant de la France un pays largement tributaire de ses importations. L'industrie doit jouer en premier lieu un rôle économique

majeur. Malheureusement, ce n'est plus le cas dans notre pays. La France et l'Union Européenne doivent mettre rapidement en place une politique industrielle ambitieuse qui doit reposer sur de l'investissement et la prise en main des filières stratégiques fragilisées afin de garder notre indépendance et nos emplois.

Cette industrialisation sur le territoire français ne doit pas être une course effrénée à la fabrication d'armes pour les entreprises qui se retrouveraient en difficulté. D'autres choix sont possibles pour notre industrie. A ce sujet, la Fédération envisage de programmer en début d'année 2026 une rencontre avec les DSC et coordinateurs de groupe des entreprises de la filière Défense.

La réorganisation de l'appareil productif exige une planification dans un plus vaste ensemble pour répondre aux enjeux sociaux et environnementaux. Si l'investissement de l'Etat est nécessaire, la FTM-CGT continue d'exiger une conditionnalité environnementale et sociale avec un contrôle des aides publiques versées. Dans le cadre d'une telle réorientation, les enjeux de formation sont énormes, pour se réappropriier, entre autres, les qualifications perdues durant ces dernières dizaines d'années marquées par la chute, voire parfois même l'abandon de certaines activités. Cela pose forcément la question de l'attractivité de notre filière, aujourd'hui en berne. Des avancées significatives concernant les salaires et les conditions de travail seront primordiales pour

permettre de pourvoir les postes qui seront nécessaires à la relance de notre appareil productif.

Depuis quelques mois, plusieurs de nos syndicats sont à l'offensive pour inverser les stratégies destructrices du patronat. Ce sont les camarades d'ArcelorMittal qui viennent de remporter une victoire historique le 27 novembre avec l'adoption de la loi sur la nationalisation à l'Assemblée Nationale. Je vous ferai un point précis cet après-midi sur la démarche qui a mené à cette réussite. Sans cette production d'acier en France, de nombreuses filières stratégiques seraient contraintes de se tourner vers des fournisseurs à l'étranger, au risque de ruptures d'approvisionnement, d'explosion des coûts, de dépendance accrue et de la perte irréversible de compétences industrielles.

Fin septembre, la holding ACI a été placée en redressement judiciaire. Elle devait être liquidée lors de l'audience du 9 décembre au tribunal de commerce de Lyon mais celui-ci a accordé un délai supplémentaire jusqu'au 16 décembre. Plusieurs filiales ont été placées en redressement judiciaire lors de cette audience. Depuis plusieurs semaines, après de multiples visites dans les préfectures et jusqu'au ministère de l'Industrie, la CGT se bat pour assurer le versement des salaires, combler les retards de paiement et protéger les familles plongées dans des difficultés financières inacceptables.

Ces actions ont pu faire bouger les lignes. Le combat porte aussi sur l'avenir

industriel des sites du groupe. La CGT exige l'arrivée de repreneurs solides, capables de réindustrialiser durablement les sites, de préserver les emplois et de donner une perspective à l'ensemble des salariés. Les camarades y travaillent activement et au quotidien. Ce combat syndical est coordonné par l'animation régionale Aura avec la fédération des travailleurs de la Métallurgie, les unions départementales et la Confédération.

C'est aussi la lutte offensive de nos camarades de Stellantis-Poissy qui, le 4 décembre, ont manifesté pour défendre l'avenir de leurs usines et des emplois. Au-delà des constructeurs automobiles, ce sont les luttes des camarades de la sous-traitance qui subissent de plein fouet les choix capitalistiques des donneurs d'ordres. C'est en ce sens que la Fédération et toute la CGT se mobilisent pour porter le projet de loi « *Responsabiliser les donneurs d'ordres vis-à-vis des sous-traitants, des emplois et des territoires* ».

A ce sujet, je vous encourage à intégrer dans vos interventions, la semaine d'action du 17 au 21 novembre, qui avait pour objectif de faire connaître ce projet de loi. Je tenais aussi à saluer la lutte exemplaire des camarades de Novasco, qui malheureusement ont été liquidés. Mais la lutte ne s'arrête pas là. Ils sont maintenant engagés dans une bataille judiciaire contre Grey Bull. Dans cette affaire, nous constatons encore une fois, l'absence de contrôle et de suivi du Gouvernement qui avait pourtant accordé 85 millions d'euros d'aides publiques lors de la reprise.

L'actionnaire, quant à lui, n'a pas tenu ses engagements. Le travail sur les questions industrielles post-congrès s'est intensifié, notamment avec la dynamique et le renforcement de nos collectifs de filières. Des livrets de filières sont en construction. Vous trouverez dans vos pochettes le livret Sidérurgie. Après mon intervention, Jérémy Rondeau, animateur du Collectif Aéronautique et Spatial, vous présentera le travail qui est engagé et les objectifs.

Les luttes victorieuses donnent des éléments de confiance. Nous devons les valoriser. La colère monte dans la Métallurgie. Plus que jamais, la période se prête à faire converger les luttes et les revendications des salariés. Le patronat ne désarme jamais. Alors, mes camarades, l'heure n'est pas à la résignation ou au repli sur soi. Il faut au contraire, comme nous le faisons, faire grandir le rapport de forces pour imposer un nouveau modèle de société axé sur la réponse aux besoins des populations et non à celui de la finance. Dans la construction du rapport de forces, la Fédération propose au Conseil national de donner mandat au Comité exécutif fédéral pour travailler à une initiative industrie durant le 2ème trimestre de 2026.



Jérémy RONDEAU, animateur du collectif Aéronautique

Vous avez trouvé dans vos pochettes un livret sur l'Aéronautique. Si nous avons fait ce livret, c'est parce que le précédent datait de 2012 et avait besoin d'être remis à jour. Vous y trouverez des informations sur la définition de la filière, ses principaux acteurs, la situation de l'emploi et des marchés, les enjeux environnementaux, les relations entre donneurs d'ordres et sous-traitants, la formation professionnelle et le partage de la valeur. Avec Jean-François Becquet, qui anime le collectif Aéronautique avec moi, nous avons décidé de faire un livret qui s'adresserait à un maximum de salariés de la filière, qu'ils travaillent pour des donneurs d'ordres ou des sous-traitants.

Ce livret est conçu comme une photo de l'emploi et des sites. Il est en effet important de savoir où se situent les emplois pour connaître les entreprises et les filières, savoir qui y travaille et où sont implantées nos bases. Il est également important que les syndicats des donneurs d'ordres sachent ce qui se passe dans les PME parce que nous travaillons main dans la main. Cette relation entre donneurs d'ordres et sous-traitants est absolument indispensable.

Ce livret n'a pas pour ambition d'être exhaustif. L'objectif est que tous nos adhérents puissent s'en emparer et avoir les arguments pour parler du paysage industriel, de la responsabilité sociétale des entreprises de la filière, des enjeux environnementaux ou du partage de la valeur... Il sera disponible en début d'année prochaine. Ce sera un guide qui vous aidera à bien comprendre les enjeux et la situation. Faites-en bon usage et n'hésitez pas à revenir vers nous si certaines choses ne vous paraissent pas claires.

Fred LOUIS-ALEXANDRE, Snecma Corbeil

Nous observons aujourd'hui au sein du groupe Safran une dynamique consistant à créer des sociétés-miroirs implantées à l'étranger. J'aurai bien aimé que cette question soit évoquée dans le livret.

Denis BREANT, élu au CEF, USTM 14 (Calvados)

Je voudrais parler de la filière automobile et mettre en garde les camarades qui pourraient être sollicités par la presse. La Plateforme automobile et le Comité stratégique de la filière Automobile ont publié un communiqué commun avec d'autres organisations syndicales – sauf la CGT et la CFDT - dans lequel sont mis en avant l'hybridation et le contenu local. L'hybridation n'est pas un sujet pour nous puisque la FTM défend un mix de motorisation. Par contre, le contenu local est entendu à l'échelle européenne et la FTM n'y est pas opposée, à condition que tous les travailleurs européens aient tous le même statut social, les mêmes conditions de travail et le même statut

juridique car sinon, cela n'empêchera pas les patrons de nous mettre en concurrence d'un pays à l'autre. Faisons donc attention à cette notion qui peut être très séduisante sur le papier mais est dévoyée par les tauliers.

Je pense par ailleurs que nous pouvons porter autre chose que des projets industriels car nous connaissons notre entreprise. Dans la mienne, par exemple, nous travaillons avec des cartes à puce qui ne sont pas d'un très haut niveau technologique et après l'avoir revendiqué pendant des années, nous avons réussi à obtenir une ligne de production sur notre site. C'est une petite victoire qu'il nous faut valoriser.



Christophe JACQUEMIN, ArcelorMittal Gandrange, USTM 57 (Moselle)

Les principaux groupes de la Métallurgie utilisent les sociétés-miroirs et nous mettent en concurrence avec des sites de toute l'Europe, voire du monde entier. Le groupe ArcelorMittal est par exemple en train d'assécher le site de Gandrange car il transfère sa production en Allemagne et en Pologne. Les sociétés miroirs servent donc aux multinationales à imposer la concurrence en leur sein. Tant qu'il n'y aura pas d'harmonisation sociale en Europe, nous ne nous en sortirons pas, et le projet des GM&S prend tout son sens dans ce contexte.

Amar LADRAA, membre du Bureau fédéral

Dans le Grand Est, nous sommes confrontés depuis un an à une vague de fermetures de sites d'une ampleur sans

précédent, qui menace plusieurs milliers d'emplois. Des luttes exemplaires sont menées dans les entreprises où la CGT est implantée (Novasco, ArcelorMittal, Dumarey ou De Dietrich). Ces luttes ont marqué la population locale, qui s'est mobilisée non seulement par solidarité mais aussi par mécontentement car il existait des possibilités pour maintenir l'activité de ces sites, à travers des projets que portaient les syndicats.

Sur la question de la bataille des idées, il y a des évolutions. On peut citer le vote à l'Assemblée sur la nationalisation du groupe ArcelorMittal, sujet qui était encore tabou hier, ou les bougés sur la conditionnalité des aides publiques. Ainsi, nous avons obtenu récemment du Conseil régional Grand Est qu'il exige que Clestra lui restitue le million d'euros qui lui avait été versé en contrepartie d'engagements qu'il n'a pas tenus.

Autre initiative intéressante : le Conseil régional du Grand Est a accepté de tenir le 9 janvier prochain des assises régionales de l'Industrie où nous serons présents pour porter nos revendications. Il faut poursuivre nos actions et faire connaître plus largement nos propositions, par exemple sur un Etat qui reprendrait la main sur la politique industrielle, la nationalisation d'ArcelorMittal ou le projet de loi des GM&S. Ces propositions, il faut les faire en lien avec les questions salariales, notamment sur la bataille des salaires, et la journée du 6 février sera l'occasion d'interpeler le patronat, qui est responsable de cette situation.

Luis DA COSTA, CCM 45 (Loiret)

Nous avons du mal à intégrer certains syndicats à notre CCM. De quatre, ils sont passés à six mais beaucoup de syndicats de notre département restent isolés.

Autre sujet : l'UIMM nous a proposé de regrouper les CPTN d'Indre-et-Loire et du Loiret. J'ai contacté certains camarades d'autres départements mais ai eu peu de retours. En tout cas, nous avons refusé ce regroupement car il y a certainement une stratégie de l'UIMM derrière.

Pour intégrer plus de syndicats dans notre CCM, nous avons décidé, à partir de janvier 2026, d'aller visiter ceux qui restent isolés et de distribuer des tracts devant leurs sites.

Fabrice LALLEMENT, co-secrétaire général de l'UFICT, élu au CEF

Je voudrais vous parler de la filière des semi-conducteurs. Mon intervention fait suite à un rendez-vous que nous avons eu, Nadia Salhi et moi, à Bercy le 1er décembre dernier, ce qui nous a permis de faire connaître notre analyse du secteur, dont la situation est très compliquée, avec des suppressions d'emploi chez STMicroelectronics et du chômage partiel chez Soitec, ainsi que nos préconisations. Ce premier rendez-vous sera suivi d'un deuxième avec des experts du ministère. Ce qui est sûr, c'est que sur la question de l'industrie, la CGT est vraiment écoutée. Notre expertise est reconnue, ce qui est un levier important pour notre renforcement. Ce rendez-vous a aussi été suivi de plusieurs articles de presse qui nous ont permis d'offrir une vision alternative à la vision patronale.

Le secteur des semi-conducteurs est en proie à une véritable guerre économique, principalement entre la Chine et les États-Unis, l'Europe en étant un peu « l'idiotie utile ». Même si cette filière n'y représente pas énormément d'emplois, elle est néanmoins stratégique car transverse et pose d'énormes enjeux de souveraineté. Au moment de la pandémie de Covid-19, il y a eu au sein du patronat une prise de conscience dont la filière électronique a bénéficié, connaissant même une période d'euphorie. Malheureusement, au lieu d'exploiter cette période pour investir sur l'avenir, nos patrons ont gardé une vision court-termiste et malgré un plan d'investissement européen de 100 milliards d'euros, nous sommes complètement à la rue par rapport à d'autres régions du monde. Il n'y a pas de stratégie coordonnée au niveau européen face aux grandes puissances. L'Union européenne est incapable de mettre en place des plans sur des durées en phase avec l'industrie. Elle est aujourd'hui plus un problème qu'une solution face à la

désindustrialisation. Il y a non seulement une concurrence entre acteurs européens mais de plus, nos entreprises transfèrent des technologies en Chine pour avoir une part du « gâteau » chinois. Or c'est une vision de court terme qui nous mène dans le mur.

Ludwig BERAUD, USTM 42 (Loire)

Je voudrais évoquer la situation du groupe ACI et saluer notre camarade Sami Tabti, qui réalise un énorme travail avec ses collègues de la section syndicale de RMT pour essayer de coordonner la CGT au sein du groupe. Dans des cas comme celui-ci, il faut en effet avoir une CGT qui parle la même langue, qui soit unie et c'est ce que nous sommes arrivés à faire avec la coordination que nous avons mise en place grâce au soutien de l'animation régionale Aura et de la Fédération.

Ce travail se fera en trois temps. Le premier, c'est le soutien que l'on peut apporter aux camarades qui font un boulot exceptionnel sur le terrain, notamment ceux de RMT, dont l'entreprise pourrait être reprise. C'est la seule société du groupe qui ait fait l'objet d'une offre de reprise et c'est aussi la seule, avec Enerflux Blois, où la CGT est présente. Je ne pense donc pas que cela soit un hasard. Le deuxième temps se jouera au pénal car il faudra appuyer la plainte du procureur de la République de Lyon contre Philippe Rivière, le repreneur du groupe ACI, pour abus de bien social.

Autre volet déterminant : le volet législatif. Si Philippe Rivière a pu faire ce qu'il a fait, c'est, parce que le cadre juridique le lui permettait. A un moment donné, il faudra donc se pencher sur la question des remontées d'argent via des holdings financières, ainsi que sur les artifices légaux et financiers tels que le cash pulling ou le lease back. C'est la première année que les partis progressistes portent l'idée d'une taxe sur les holdings. Ce mot commence à apparaître dans les débats parlementaires alors à nous de pousser dans ce sens, sachant que le rapport sénatorial sur les aides publiques commence à marquer les esprits, jusqu'à Bercy.

Bettina WINTERSTEIN, élue au CEF

Dans le Bas-Rhin, nous travaillons à l'organisation d'une initiative destinée à faire connaître le projet de loi sur les relations entre donneurs d'ordres et de sous-traitants. Nous envisageons de louer une salle de cinéma pour y projeter le film " *On va tout péter*", avec un camarade des GM&S, et débattre avec le public. Nous y inviterons les élus et députés locaux, hormis ceux du RN. Cela devrait avoir lieu fin février ou début mars.

Je lance par ailleurs un appel aux camarades qui souhaiteraient renforcer le collectif Luttés car nous ne sommes que quatre aujourd'hui pour le faire vivre. Je précise qu'il n'est pas besoin de faire partie de la direction fédérale pour faire partie d'un collectif.

Gérard BRION, animateur régional Pays de la Loire

Je voudrais parler des accords de mesures d'urgence qui fleurissent un peu partout et ne servent qu'à pomper l'argent de l'Opcw pour faire des formations qui ne sauveront pas les entreprises. En Mayenne, nous n'avons pas signé cet accord. Les formations proposées ne sont faites que pour les patrons et leurs besoins. Nous n'avons pas signé cet accord car même les usines des grands groupes peuvent y prétendre alors que nous demandions que seules les petites usines en bénéficient. Je pense que le devoir des entreprises est d'abord de former leurs salariés, pas de se servir de l'argent de l'Opcw pour faire des formations.

Fabrice LALLEMENT, co-secrétaire général de l'UFICT, élu au CEF

Il faut savoir qu'avant qu'un téléphone portable arrive dans votre poche, il a fait quatre fois le tour de la Terre, ce qui est en grande partie lié aux semi-conducteurs. Il nous faut donc des mesures protectionnistes et négociées. Il nous faut aussi des réglementations qui avantagent nos produits, qui sont plus durables que ceux produits en Chine ou ailleurs.

Sur les semi-conducteurs, nous sommes encore plutôt à la pointe de la technologie. Nous avons des technologies qui peuvent répondre aux besoins mais pour cela, il faut aller de la R&D à la production. On pourrait imaginer une alliance entre les filières européennes de l'Automobile et de l'Electronique, par exemple sur le FD-SOI ou l'électronique de puissance.

Enfin, nous avons un problème pour attirer les jeunes vers notre filière. Les jeunes font moins d'études scientifiques, il n'y a pas de coordination entre acteurs académiques de la formation et industriels pour proposer des filières de formation initiale et continue à tous les niveaux de qualification. Nous avons aussi un problème pour retenir les jeunes dans nos entreprises, ce qui tient sans doute au mode de management à la française, que l'IGAS juge catastrophique.

Kevin MENARD, Renault Trucks Blainville-sur-Orne

Le comité régional Normandie a organisé le 17 novembre dernier une journée d'étude sur l'industrie dans la région. Lors de cette journée, il a été décidé d'interpeller les députés sur le projet de loi des GM&S et les préfets sur les assises de l'industrie. Il a également été décidé d'organiser un rassemblement devant les locaux de l'UIMM à Caen. Nous avons aussi pu débattre de l'emploi et du projet de loi des GM&S. Denis Bréant faisait partie de notre délégation. Michel Ducret était aussi avec nous et a participé à l'organisation de cet appel.

Bruno PREVOST, Gestamp

Aujourd'hui, notre plus gros problème est la Chine, qui est en train de nous prendre tous nos marchés. Notre patron a trouvé une solution : nous faire travailler comme des Chinois. Les usines resteront donc mais il n'y aura plus que des robots. Autrement dit, industrialiser, c'est bien, mais pas n'importe comment. La France reste cependant compétitive. Notre groupe est en train de récupérer des marchés en République tchèque, en Slovaquie ou en Roumanie. Nos patrons ont beau se plaindre, l'argent rentre quand même.

Michel MOLESIN, membre du Bureau fédéral

Je rappelle que dans son introduction, David a proposé que nous mandations le CEF pour travailler à une initiative sur l'industrie durant le deuxième semestre de 2026.

Nadia SALHI, STMicroelectronics Crolles

On parle plus facilement qu'autrefois de protectionnisme mais que met-on derrière ? On a trop tendance à rendre les Chinois responsables de tous nos maux alors que l'Etat chinois ne fait que défendre ses intérêts. Pour moi, la responsabilité revient à nos dirigeants politiques, qui sont responsables des choix faits au niveau européen.

Jean-Pierre GUERIN, élu au CEF

Fin 2030, il n'y aura plus de réseaux ADSL en France. Ils seront tous remplacés par des réseaux de fibre optique et nous avons demandé que le cuivre issu de ce démantèlement soit recyclé en France. Nous avons travaillé avec des entreprises capables de recycler le cuivre, dont la mienne, qui n'a pas pu honorer certaines commandes en raison des taxes imposées par le gouvernement américain, ce qui nous met en difficulté. A la Fédération, le comité régional Normandie et la FAPT, nous avons réfléchi à la façon dont nous pourrions recycler ce cuivre. Nous avons travaillé avec le CCR de Normandie pour essayer d'avoir des investissements. Nous avons aussi une rencontre au Ministère qui a fait bouger quelques lignes. Nexans va par exemple investir – avec une aide de l'Etat – pour que les câbles soient dégainés. Suite à cela, ma direction a été convoquée par le Ministère et mon entreprise est reconnue comme un recycleur de métaux non-ferreux, dont le cuivre. Nous travaillons donc sur un projet qui consisterait à créer un nouveau four et le groupe Halliang, qui détient notre site, serait prêt à investir dans une coulée continue pour fabriquer du cuivre. C'est un beau projet qui permettrait d'être partagé par la FTM, la FAPT et le comité régional.

Laurent RICHARD, co-secrétaire de l'UFICT

Gouverner, c'est prévoir, c'est-à-dire planifier et avoir une stratégie, y compris d'éducation. Le problème, c'est que la caste qui nous dirige se contente de prévoir son avenir propre, pour s'en mettre plein les poches et ne rien faire pour le pays. Un arsenal législatif est donc nécessaire pour les punir et avoir à leur place des gens qui fassent le boulot. Quant aux aides, notamment le crédit impôt recherche, elles devraient être conditionnelles. Cela nécessite d'avoir des hommes politiques qui défendent les intérêts du pays alors qu'au niveau européen, les représentants de la France bossent pour les États-Unis qui, eux, ont une politique industrielle. Il faut arrêter de donner de l'argent et, surtout, avoir une vision stratégique pour redévelopper notre pays, ce qui suppose d'inciter les jeunes à faire des études scientifiques et de leur proposer de vrais emplois en France et en Europe.

Gilles CASIMIR, USTM 63 (Puy-de-Dôme)

Pour moi, la Fédération et la Confédération ont un travail à faire pour, à défaut de développer l'industrie, au moins maintenir nos entreprises en difficulté. Les présidents des tribunaux de commerce sont des patrons, élus par leurs

pairs. Je pense donc que le législateur doit s'emparer de cette question. Il faut vraiment que nous retrouvions des juges professionnels.

Au-delà de cela, il faut se demander comment un patron qui a coulé des entreprises peut en reprendre une autre. Il faut conditionner toute reprise industrielle à des garanties solides. Il faut que les patrons apportent des fonds qui leur soient propres. Il faut ensuite sanctionner les comportements spéculatifs et privilégier ceux qui ont une vraie stratégie industrielle. Enfin, il faut redonner la parole aux salariés, comme l'ont fait ceux de l'entreprise ACCM en 2019 en ne suivant pas les conseils du Ministère et du tribunal, qui préconisait un rapprochement avec Bombardier, et en trouvant un groupe sérieux qui avait un vrai projet industriel (TTH), ce qui a permis de faire passer son effectif de 200 à 400 salariés et son chiffre d'affaires de 12 à 50 millions d'euros.

Teddy BAUCHE, élu au CEF

Le problème, ce ne sont pas les étrangers mais les capitalistes. C'est sur eux qu'il faut taper.

Salim Bitat, élu au CEF

Dans beaucoup de nos entreprises, les productions sont à bout de souffle. Pendant des années, on a repoussé



les investissements nécessaires et maintenant, ce sont les salariés qui en payent le prix : des machines vieillissantes, des temps de montage interminables, une productivité qui chute et, au final, des prix de vente plus élevés que ceux de nos concurrents. Ce n'est pas une fatalité ; c'est le résultat de choix industriels insuffisants.

Lundi, nous aurons rendez-vous au ministère de l'Economie et nous n'y irons pas pour faire de la figuration. Nous alertons souvent. Le mois dernier, déjà, nous étions devant le préfet pour tirer la sonnette d'alarme. Nous refusons de voir nos entreprises mourir de vieillesse, lentement, faute d'investissements pourtant indispensables. Dans nos territoires, on en connaît déjà les conséquences. Le cas de Novasco l'a montré : avec des investissements à temps, on aurait peut-être pu sauver des emplois. Ce drame social n'est pas un accident mais le résultat de l'inaction.

Nous demandons des engagements clairs, des moyens concrets et des décisions rapides. Les salariés ne doivent pas être les victimes d'une stratégie de sous-investissement. Il est temps d'agir pour garantir l'avenir de nos entreprises, de nos emplois et de nos savoirs-faires.

Grégory KHIATI, Membre du Bureau fédéral

Pour Hubert Mongon (UIMM) aussi, tous les maux de l'Automobile viennent des constructeurs chinois, qui ont des armes que n'ont pas les constructeurs français, à savoir des subventions de l'Etat. Pourtant, 211 milliards d'euros sont donnés sans contrepartie aux entreprises françaises mais pour quels résultats ? Dans ma région, plusieurs entreprises sont en lutte alors qu'elles ont bénéficié des largesses du gouvernement. Revendiquer la conditionnalité des aides publiques n'est donc pas une simple nécessité : il en va de la survie de l'industrie en France. On ne peut pas laisser des entreprises utiliser notre argent pour nourrir des fonds spéculatifs. Il faut que cela cesse.

Concernant les orientations stratégiques des grands groupes, Renault Trucks fait

partie d'un groupe suédois (AB Volvo) dont la stratégie n'est pas définie à Lyon mais à Göteborg, là où la CGT n'est pas présente, et nous n'avons pas la même culture syndicale que nos homologues d'IF Metall, qui siègent dans les boards des entreprises et font partie de ceux qui prennent les décisions.

Depuis les ordonnances Macron, la loi Travail XXL et la mise en place des CSE, les élus de toutes les organisations syndicales sont en surcharge car constamment convoqués à des réunions de négociation ou d'information, au point que certains d'entre eux sont en arrêt de travail. On peut dire qu'il faut prioriser l'activité syndicale au détriment de l'activité institutionnelle mais les salariés ne l'entendent pas ainsi.

Comment faire pour infléchir ces orientations ? Chez Renault Trucks, les salariés ne se préoccupent pas vraiment de ces questions. Les ICT en particulier sont dans une logique de fuite en avant: si leur entreprise ne leur donne pas de travail, ils iront en chercher ailleurs. Nous travaillons avec un expert mais ne lui demandons pas comment les choses doivent se passer. C'est nous qui l'orientons sur les questions qu'il doit poser à la direction afin d'avoir un rapport qui nous corresponde et nous permette de contre-attaquer dans les CSE centraux. Pour cela, il y a un autre travail à faire auquel nous ne pourrions pas échapper : le travail en intersyndicale. Chez Renault Trucks, même si nous ne sommes pas d'accord avec les autres organisations, nous avons réussi à travailler ensemble et allons certainement déclencher notre droit d'alerte sur les orientations stratégiques du groupe.

Michel DUCRET, membre du Bureau fédéral

Concernant le lien entre donneurs d'ordres et sous-traitants, je pense qu'il faudrait essayer de développer un peu partout l'exemple donné par Kévin. Quand nous avons parlé du projet de loi des GM&S au sein du comité régional Normandie, tout le monde s'y est retrouvé et c'est pour cela que les 5 UD se sont

engagées à y travailler. Il faut maintenant amener ce sujet dans les mains des salariés, non seulement via un livret mais aussi en organisant des réunions entre syndicats de donneurs d'ordres et de sous-traitants dans les territoires. Il faut arriver à ce que les syndicats s'impliquent dans la défense du projet de loi des GM&S, en lisant par exemple des motions lors de leurs réunions de CSE. En Normandie, il y a des projets intéressants, comme celui de la filière cuivre avec HME ou celui sur lequel nous avons travaillé avec l'entreprise ACPP, qui a permis de la sauver. Il faut donner des arguments aux salariés pour monter des projets industriels. Nous avons besoin de donner des perspectives de lutte pour arrêter le rouleau compresseur auquel nous sommes confrontés. Concernant enfin la filière Nucléaire, on nous rabâche qu'elle crée des emplois mais de plus en plus de sous-traitants embauchent des travailleurs sans papiers. Il faut donc que le collectif Nucléaire se remette rapidement en marche.

Un délégué d'AMCI

Nous sommes allés manifester avec nos camarades de la FAPT devant le siège social de Bouygues Télécom car leurs métiers vont être découpés suite au rachat de La Poste Mobile pour 935 millions d'euros. En faisant cela, ils veulent découper ce métier avec les autres opérateurs (Orange et Free), sous condition d'autorisation de l'autorité de la concurrence, et il risque d'y avoir de la casse sociale dans ce secteur. Bouygues compte également délocaliser son effectif télécom au Portugal et au Maroc. Je lance donc l'alerte.

Denis BREANT, élu au CEF

Il faut effectivement faire attention quand on parle de la concurrence asiatique, notamment chinoise, car les patrons de l'Automobile sont quand même des spécialistes du genre. Voilà une quinzaine d'années, c'était la compétitivité qui justifiait à leurs yeux la délocalisation de nos emplois. Ensuite, ce fut l'électrification des véhicules, et maintenant, c'est la concurrence

chinoise. Il faut savoir qu'à chaque fois que l'on communique sur ce sujet, les patrons récupèrent des aides publiques phénoménales. Oui, l'Automobile est en crise mais pour les salariés, pas pour les entreprises, comme le prouvent les dividendes versés l'année dernière par Stellantis ou Renault.

Fabrice LALLEMENT, co-secrétaire général de l'UFICT, élu au CEF

Si le patronat et le RN me disent que la Terre est ronde, je serai obligé d'admettre qu'ils ont raison, et ce n'est pas pour cela que je serai en accord avec eux sur les autres sujets. On peut donc avoir une position commune avec le patronat sur certains sujets : dans l'Electronique, les États-Unis, la Chine et la Corée du Sud défendent leurs intérêts et ont raison de le faire. Le problème, c'est que nous ne le faisons pas, ni au niveau national, ni au niveau européen. C'est pour cela qu'il ne faut pas être naïf : la logique de la Chine n'est pas uniquement de répondre à ses besoins ; elle est aussi dans une logique d'expansion, financée par un Etat qui dispose de fortes liquidités, ce qui est mortifère pour notre industrie et notre modèle social. Ainsi, pour la première fois, les ventes des constructeurs chinois en Europe dépassent celles des constructeurs européens en Chine. Le patronat français, qui est à mon sens le pire d'Europe, scie la branche sur laquelle

il est assis en fracassant les sous-traitants. Ne soyons donc pas naïfs vis-à-vis du patronat et de la Chine. Alors qu'on nous a vendu l'Europe comme une solution au problème de désindustrialisation, sa place dans l'industrie mondiale chute et les délocalisations françaises se font à l'intérieur de l'Union européenne. C'est pourtant le plus grand marché de consommateurs, donc nous devrions pouvoir y développer une industrie qui tienne la route.

Eric MOULIN, USTM 42 (Loire)

Nous avons eu ce matin un sujet au niveau de l'UIMM national, entre autres sur les SMH. Aujourd'hui, la préoccupation première de l'UIMM, ce sont les Chinois, qui « envahissent l'Europe ». Nous lui avons donc rappelé que dans les années 1990 et 2000, ils vantaient le modèle allemand, qui n'est visiblement plus le modèle à suivre aujourd'hui. Nous leur avons aussi rappelé qui avait délocalisé toutes nos activités en Chine pour profiter d'une main d'œuvre à bas-coût, et nous avons aujourd'hui un train de retard dans de nombreux domaines, notamment l'Automobile. Il faut donc que les patrons fassent leur auto-critique car ils sont responsables de la situation actuelle de nos entreprises. Une prochaine réunion aura lieu le 21 janvier 2026, et il faudra s'en emparer pour organiser des actions dans tous les territoires car on sait que la

tendance d'augmentation de la grille des SMH découlera de ce que nous pourrions négocier dans les territoires sur la valeur du point et conditionnera le niveau des augmentations générales discutées lors des NAO dans les entreprises. Je pense donc que nous devrions avoir une réflexion sur ce sujet.

Guillaume IRASQUE, Membre du Bureau fédéral

Cet après-midi est un beau pied de nez à notre matinée. On peut se dire que nous avons une CGT offensive et porteuse de projets. Nous proposons des alternatives à la casse vécue dans les entreprises. On s'aperçoit aussi que quand on propose aux salariés certaines nouveautés dans notre façon de militer, une CGT porteuse de projets, ils n'avaient peut-être pas cette notion-là. Je pense qu'il faut aller un peu plus loin dans ce sens mais pour cela, nous sommes obligés de comprendre le fonctionnement de nos entreprises et leurs rapports avec ses sous-traitants. Je pense même que nous pourrions aller plus loin en identifiant les sous-traitants des entreprises du CAC 40 pour remonter les filières et mieux comprendre leur fonctionnement pour anticiper. Nous avons plein d'idées, les salariés sont bourrés de talent et il faut aller les titiller, leur proposer des alternatives, et surtout les construire avec eux.

Stéphane FLEGEAU, Secrétaire général FTM-CGT

La question industrielle est au cœur de nos prises de parole et toutes les structures de la CGT la prennent à bras-le-corps. Je n'ai pas souvenir d'une entreprise qui aurait été sauvée et où la CGT n'était pas présente. La CGT est en effet le seul syndicat qui se bat pour l'emploi et pour l'outil industriel.

Sur la question industrielle, il y a deux sujets. Il y a d'abord les problématiques que nous connaissons avec les suppressions d'emplois et les fermetures de sites.



Plusieurs exemples montrent que nous savons traiter les dossiers là où nous sommes organisés, chacun à son niveau de responsabilité. ACI en offre un exemple intéressant, comme Luxfer. La première particularité de ces batailles, c'est que le syndicat CGT est au cœur de la bataille et des décisions.

C'est important parce qu'on ne pourra jamais décider à la place du syndicat et des salariés de l'entreprise. C'est d'ailleurs la force de notre organisation, avec nos USTM, nos collectifs métaux et nos animations régionales, en lien avec les unions départementales et les comités régionaux, la Fédération et la Confédération, qui interviennent chacun à son niveau. Il y a des choses à faire dans le département, dans la région et au niveau national, et plus on est organisé de cette manière-là, plus on est en capacité d'organiser les camarades, ce qui nous permet de cranter les choses et de faire avancer les sujets, et maints exemples permettent de montrer comment nous sommes en capacité de gérer ces situations-là collectivement, en amenant des solutions et en les travaillant avec les salariés.

L'autre point est la question de l'anticipation car il est important d'anticiper les problématiques avant qu'elles n'arrivent et nous avons des outils pour cela. Vous trouverez d'ailleurs dans votre pochette un guide intitulé «*Défendre l'emploi par une démarche offensive*». Nous avons beaucoup d'éléments à mettre dans les mains des nôtres pour être dans l'anticipation.

Cette question est vraiment essentielle pour sortir de l'ornière et être dans une démarche offensive, notamment avec la nationalisation d'ArcelorMittal ou le projet sur les relations entre donneurs d'ordres et sous-traitants, deux solutions qui vont à la conquête. Nous sommes dans une logique de conquête pour changer les orientations mises en place sur les questions industrielles et nous sommes de plus en plus écoutés et reconnus, ce qu'il faut mesurer car on a souvent tendance à se mettre la tête sous l'eau plutôt qu'à la relever et à dire

que l'on arrive à faire changer les choses. Il sera bien compliqué de tout changer mais en tout cas, il est sûr que nous ne renonçons jamais aux choses et sommes bien à l'offensive sur ces questions-là.

La question industrielle est de plus en plus prise en compte par la Confédération et nous avons tenu une conférence de presse avec les autres secrétaires généraux des fédérations de l'Industrie pour remettre en avant notre demande pour des assises de l'Industrie au niveau national, à l'image de ce que la coordination Grand Est a réussi à obtenir du Conseil régional. Il me semble en effet primordial d'aller au débat et de faire savoir ce qui s'y dit car chacun doit assumer les choses.

Sur la question de la conditionnalité des aides, il n'est pas compréhensible que cela continue à se passer comme cela se passe. Le rapport sénatorial rentre dans la tête des gens. Tout le monde pensait que la nationalisation était impossible et personne ne pensait que nous en arriverions jusque-là. Sur la question du protectionnisme, nous devons continuer à en débattre car nous avons besoin d'avoir une position claire sur ce sujet. Nous avons beaucoup d'éléments à mettre en avant et la question environnementale et sociale est centrale. Comment accepter que l'on ne mette pas de critères environnementaux ou sociaux sur une multitude de marchés où l'on pourrait inclure des éléments concrets ? Cela aurait un effet concret sur nos territoires et nos industries, et c'est quelque chose de vital.

Il faut continuer les combats que nous sommes en train de mener dans les différents territoires et les différentes filières et je pense que cette relation entre donneurs d'ordres et sous-traitants est cruciale. Nous sommes organisés dans des groupes et dans la sous-traitance, et si nous n'avons pas d'échanges, il sera très compliqué de faire bouger les choses. Nous avons déjà fait la démonstration que c'était possible, avec des activités affectées dans différentes entreprises, comme John Deere avec la fonderie de Bretagne. Cette question

de relations entre donneurs d'ordres et sous-traitants est donc essentielle pour avancer dans la bataille que nous sommes en train de mener, sinon il sera très compliqué d'obtenir des effets concrets. Cette question est pour moi primordiale. Il doit y avoir des échanges réguliers entre donneurs d'ordres et sous-traitants pour savoir ce qui se décide, quelles conséquences cela pourrait avoir, pour être dans l'anticipation, non pour répondre à des coûts mais pour être à l'offensive et force de propositions sur les différentes filières industrielles et je sais que nous avons beaucoup d'éléments à mettre en avant.

Noël KOUICI, élu au CEF

A partir du moment où l'on combat, il est possible de gagner et la Réparation navale marseillaise en est la preuve vivante. La filière navale a elle aussi subi la désindustrialisation, à Brest comme à Marseille. STX avait même été mis en vente mais l'Etat était revenu sur sa décision et aujourd'hui, le carnet de commandes de cette entreprise est plein jusqu'en 2030. Le collectif Navale s'est d'ailleurs remis en route après le dernier congrès fédéral et nous sommes repartis sur de bonnes bases pour construire les luttes de demain, comme à la Réparation navale marseillaise, qui était destinée à être liquidée mais a pu redémarrer après 503 jours d'occupation du site et est toujours là quinze ans plus tard, avec un carnet de commandes bien rempli. Mais à partir du moment où l'on décide de combattre, on est amené à mener des actions qui entraînent automatiquement de la répression et il faut y travailler car cela peut rendre les camarades réticents à mener le combat.

Par ailleurs, sur la question de l'amiante, les ministères ont décidé de lancer une mission sur le repérage avant travaux afin d'en terminer avec cette problématique, pour ne plus la reconnaître et pour que les salariés puissent malheureusement continuer à travailler avec ce poison sans conséquences financières. Le collectif fédéral Navale va y travailler et j'invite tous ceux qui sont concernés par cette problématique à le rejoindre.



toutes. Il faut le dire oralement et par écrit, et ce pour une raison toute simple : parce qu'il s'agit du combat pour l'égalité. En écrivant aux hommes et aux femmes, on interpelle et on engage tout le monde.

23



Rappelons que parmi ceux et celles qui se sont opposés à l'écriture inclusive, nous trouvons exclusivement la droite et le RN, aussi bien des hommes que des femmes d'ailleurs : une sénatrice de droite (Pascale Gruni), le RN en septembre 2023, la très peu progressiste Académie française, Edouard Philippe ex-Premier ministre macroniste qui l'a

Thierry BOUET, USTM 72 (Sarthe)

Dans la Sarthe, nous avons construit un collectif Automobile qui a tenu plusieurs réunions publiques mais malheureusement, nous nous retrouvons souvent entre nous et avons du mal à y faire venir des personnalités extérieures. Ce collectif travaille évidemment en lien avec le collectif Automobile fédéral. J'entends parler de délocalisations, de projets industriels, de plan comptable, d'EBE, de droit d'alerte... Nous avions autrefois une formation Eco-CSE durant laquelle nous parlions de tout cela mais je ne la vois plus dans les plans de formation. Certains de nos camarades ne savent pas ce qu'est un EBE, ou un plan comptable. Nous avons pourtant besoin de connaître notre entreprise grâce aux documents que la direction nous présente car à partir de là, il sera plus facile de travailler sur des projets industriels.

Sami EL MESSAOUDI, élu au CEF

Dans notre région, nous sommes nous aussi impactés par des stratégies patronales qui visent à scinder des sites industriels. Je suis d'accord avec Stéphane et Fabrice pour dire que nous devons avoir une stratégie face à ce que font les grands groupes. John Deere veut faire des moteurs propres en Europe, en faisant fabriquer des pièces en Inde ou en Chine. C'est là que nous interpellons notre direction, au niveau national comme

local. Le travail qui a été fait a consisté à interpeler non seulement notre direction mais également les acheteurs. C'est comme cela que nous avons réussi à gagner et que notre stratégie a pris auprès des salariés. En discutant avec eux de la loi des GM&S, ils ont vu que nous n'étions pas là uniquement pour faire la grève et obtenir des augmentations de salaire.

Michelle CROCHEMORE, membre du Conseil National de l'UFR

Je souhaite intervenir sur la non-utilisation du féminin dans les documents de notre fédération CGT de la Métallurgie. En effet, plusieurs documents ont été écrits à l'UFR : je cite le huit-pages de la journée du 26 novembre actifs/retraités, le document préparatoire pour la suite du congrès de l'UFR en mars 2026 qui est en cours d'envoi, et encore d'autres documents pour lesquels le choix a été fait de renoncer à l'écriture inclusive.

Sans doute, pour certains d'entre vous, ce sujet est sans importance ou non prioritaire mais j'espère arriver à vous montrer qu'il a son importance. Sachez que plusieurs de nos camarades femmes de chez Renault Trucks, Nokia et ailleurs nous ont également fait la remarque. Alors que nous comprenons qu'il ne faut pas alourdir les textes, il est à mon sens indispensable de nous adresser à tous et

institutionnels, ou Raphaël Enthoven, le pseudo-philosophe sioniste. Donc cette écriture est un vrai combat gauche/droite. Dernier événement, même si la raison est certainement le manque de moyens: en région PACA, en juin 2025, Renaud Muselier, ex-LR devenu macroniste, a menacé de faire sauter les subventions à toutes les associations qui utiliseraient l'écriture inclusive dans leurs demandes de subvention.

GROUPE 3E CONSTRUCTEURS D'ALTERNATIVES

NOUS SOMMES UN COLLECTIF D'EXPERTS ENGAGÉS
AUX CÔTÉS DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL
ET DES ORGANISATIONS SYNDICALES



ACANTE
CONSULTANTS
COMMISSARIAT
ETUDES & FORMATIONS
EXPERTISE

POUR QUELLES ACTIONS NOUS SOLLICITER ?

3E Acante

Santé et conditions de travail | Expertise "projet important" modifiant les conditions de travail | Expertise "risque grave" | Évaluation et prévention des risques psychosociaux (RPS)

3E Consultants

Consultations sur la politique sociale, économique, financière, les orientations stratégiques et les conséquences environnementales de l'activité de l'entreprise | Étude du rapport sur la participation des salariés aux résultats | Assistance au comité de groupe et au comité européen | Droit d'alerte | Plan de sauvegarde de l'emploi et procédures de restructuration | Accompagnement de négociations, des commissions...

3E Commissariat

Certification des comptes des grands CSE (loi du 5 mars 2014) | Certification des comptes de syndicats et des fédérations syndicales | Audit d'acquisition



3E Études & Formations

Formations inter ou intra CSE | Formation économique | Formations SSCT, RPS, handicap et maintien ou retour au travail | Formations thématiques : politique sociale, environnement, formation professionnelle, GEPP, décryptage d'un bulletin de paie, référent harcèlement... | Journées d'étudew

3E Expertise

Comptabilité des CSE et des organisations syndicales | Révision | Gestion financière | Assistance comptable et fiscale | Audit | Budget prévisionnel...

NOTRE MISSION :
ACCOMPAGNER
CEUX QUI
DÉFENDENT
LE TRAVAIL

CERTIFICATIONS ET AGRÈMENTS

- **3E Acante** est expert SSCT, habilité à mener des expertises Qualité du travail et de l'Emploi (QTE)
- **3E Consultants** est inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables du Grand Est
- **3E Commissariat** est inscrit auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes des Hauts-de-France
- **3E Études & Formations** est certifié Qualiopi et dispose des agréments pour assurer la formation économique et SSCT des élus du CSE
- **3E Expertise** est inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables du Grand Est

